CRAterre éditions

GENRE & HABITAT

REGARDS CROISÉS DES PARTENAIRES DE LA FONDATION ABBÉ PIERRE

ACOVICUPA & ACOVIAMET, FUNDASAL, HABITAT-CITÉ AU SALVADOR,
FSH, URBASEN, URBAMONDE AU SÉNÉGAL

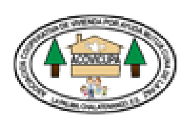
Habiter, c'est avoir l'égalité des chances de choisir, concevoir, construire, léguer, hériter et prendre soin de son logement.

D'après MUXÍ MARTÍNEZ, et al., 2011. ¿Qué aporta la perspectiva de género al urbanismo?, Feminismo/s. n° 17, p. 105-129. http://hdl.handle.net/10045/22338







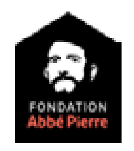












CONTACTS

CRAterre : e.cauderay@craterre.org
FSH : aissata926@gmail.com
UrbaSEN : keita@urbasen.org
Urbamonde : benedicte.hinschberger@urbamonde.org
ACOVICUPA : acovicupa@gmail.com
ACOVIAMET : coop.021.acoviamet@gmail.com
Fundasal : direccion@fundasal.org.sv
Habitat-Cité : nadege.quintallet@habitat-cite.org

Soutien

Merci à Armelle Barré et Othmane Chaouki du F3E pour le soutien et la formation

CRAterre éditions, Maison Levrat, Parc Fallavier, 2 rue de la Buthière - BP 53, 38092 Villefontaine cedex, France

Édité en juin 2023

Dépôt légal : juin 2023

ISBN 979-10-96446-49-0 (version numérique)

Le contenu de l'ouvrage et sa mise en page ont été rendus possibles grâce à un financement de la Fondation Abbé Pierre



CRÉDITS

Autrices et auteurs

CRAterre : Elsa CAUDERAY, Elena CARRILLO PALACIOS, Olivier MOLES
UrbaSEN : Mokthar SECK
Urbamonde : Bénédicte HINSCHBERGER, Pauline LEPORCQ
Fundasal : Jackeline Tatiana JUÁREZ ASCENCIO, Leticia MARTINEZ DEL ROSARIO, Yolanda Elizabeth VAQUERANO CATIVO
Habitat-Cité : Ana Katherine CARRENO, Nadège QUINTALLET

Contributions

Fondation Abbé Pierre : Thierry HERGAULT
Habitat-Cité : Almudena ALBERT GALIANA, Annabella ORANGE, Lisette SOTO

Contributions à travers les ateliers et entretiens

FSH | UrbaSEN

Fama BA, Aminata BITEYE, Fatimata BOUSSO, Ndiaye COUMBA, Saro COUMBA, Aïssata DARE, Anta DIONGUE, Oumy MBAYE, Astou MBENGUE, Alpha MBOW, Boubacar MBOW, Mbène MBOW, Aïssata Abdoul NDAW, Babou NDIAYE, Fatou NGOM, Sokhena NIANG, Coumba SOW, Fatou SOW, Aïssata M. TALLA, Fatimata TALLA, Daro THIAM | Amadine DIAGNE, Magatte DIOUF, Rokhaya FALL, Fatou GUEYE, Mamadou NDIAYE, Adame NDOUR, Keita PAPA AMETH

ACOVICUPA & ACOVIAMET | Fundasal | Habitat-Cité

Marta Lidía FLORES DE CHACON, Victor Manuel GARCIA LÓPEZ, Gema HERNANDEZ, Neldi Yesenia HERNANDEZ FIGUEROA, Melvin Armando HERNANDEZ MACHADO, Marta Rubia HERNANDEZ SALGUERO, Carlos Eduardo LANDAVERDE GUEVARA, Daysi Armida MENDEZ DE CHAVEZ, Rosalina MENJIVAR AYALA, Xiomara del Carmen RODRIGUEZ TEJADA, Daniel TORRES LOPEZ, Noemy VENTURA | Edwin ALFREDO AVELAR, Claudia Maria BLANCO ALFARO, Jackeline Ivonne MARTINEZ RIVAS, Julio Eduardo MELENDEZ NUNEZ, Ana Argelia OLIVA ALAS, Carmen Maria OVIEDO SOLANO, Roxana Elizabeth RODRIGUEZ DE CRUZ, Rina Esther VELASCO DE CORNEJO | Benjamin BOURDON (Habitat-Cité) | Jean-Pierre PROSPER (OJUCAH).

Mise en page

Elsa CAUDERAY

Relecture

Bregje NOUWENS et Mathilde CHAMODOT

Crédits photos

Couverture © (haut) Damien Epiney (bas) Ana Katherine Carreño | p.11 © Stéphane Etienne | p.12,13 © CRAterre | p.16 © CRAterre | p.23 © UrbaSEN | p.24 © Ana Katherine Carreño | p.26 © CRAterre | p.30 © UrbaSEN | p.34 © UrbaSEN | p.38 © CRAterre | p.42 © CRAterre | p.58 © Urbamonde | dos © UrbaSEN

TABLE DES MATIÈRES

Préfaces 6

Glossaire 8

L'approche genre 10

Habitat et inégalités de genre 12
Adopter une perspective de genre 14
Collecter et analyser des données 15

Une démarche de collecte d'expériences situées 17

L'habitat au prisme du genre : les ateliers 18
La Fédération Sénégalaise des Habitants (FSH) 22
ACOVICUPA & ACOVIAMET au Salvador 25
La division des rôles reproductifs, productifs et communautaires 26
La répartition genrée des ressources 30
Prendre soin de l'habitat et de son impact 34
La division genrée de l'espace bâti et aménagé 38
Les intérêts pratiques et stratégiques du point de vue du genre 42
Stratégies d'*empowerment* de la FSH 47
Empoderamiento d'ACOVICUPA & ACOVIAMET 48

Leçons apprises et recommandations 50

Conclusions 54

Références 56

PRÉFACES

En complément de son combat contre le mal-logement en France, la Fondation Abbé Pierre finance et accompagne depuis sa création des projets de construction, de rénovation et de réhabilitation de l'habitat à l'international. Son mode d'intervention entend agir avec les habitant·es des quartiers précaires pour développer un habitat digne et adapté au changement climatique, en prenant en compte les Objectifs de Développement Durable adoptés par les Nations Unies et plus particulièrement les enjeux de genre, les droits des femmes et leur autonomisation. Lutter contre les inégalités de genre, c'est réduire les vulnérabilités auxquelles sont confronté·es les habitant·es, en particulier les femmes, plus exposées aux dangers liés aux enjeux climatiques ou migratoires, sans parler des violences sexistes et sexuelles.

Reconnu comme facteur de développement, l'égalité de genre est dorénavant au cœur des priorités de la Fondation Abbé Pierre qui inclut de plus en plus l'analyse des inégalités de genre dans les projets qu'elle finance, et accompagne ses partenaires en ce sens. Ce sujet est encore diversement apprécié et vécu par les partenaires de la Fondation, la définition que l'on donne au concept de genre restant souvent assez floue lorsqu'on l'applique aux thématiques liées à l'habitat. In fine, l'enjeu est avant tout d'accompagner le changement de perception que les femmes ont sur elles-mêmes, en co-responsabilisant femmes et hommes sur cette question. C'est en soi un processus de transformation sociale.

Ce document « Genre et Habitat » propose un panorama synthétique des notions et références essentielles sur l'approche genre confrontée à des projets d'habitat, en les illustrant par deux exemples concrets mis en œuvre par les partenaires de la Fondation au Sénégal et au Salvador. Les expériences exposées ici ont pour objectif d'inspirer les équipes projet sur la question de l'intégration du genre dans leurs opérations de développement liées à l'habitat.

Thierry HERGAULT,
responsable secteur « Solidarité Internationale »
de la Fondation Abbé Pierre, France, avril 2023.

Dans les quartiers informels des grandes villes du Sénégal - et d'autres pays africains - les femmes sont les plus exposées à la précarité. D'un point de vue économique, leurs activités sont souvent informelles et irrégulières, contraintes notamment par des obligations familiales ou des difficultés de transport. Dans l'espace public, leur liberté de mouvement est limitée.

Quand s'ajoute à ces réalités un habitat dégradé, mal protégé des risques climatiques, et/ou un accident de la vie qui affecte leur statut d'occupation, c'est tout un fragile équilibre de vie qui peut être rompu. En effet, les femmes sont rarement propriétaires du logement où elles et leurs enfants vivent. Ce sont les hommes (maris, pères, frères) qui possèdent le foncier et le bâti. En cas de veuvage, divorce, remariage, femmes et enfants peuvent se retrouver à la rue, ou dans des situations d'hébergement ou de location précaires.

Tenter de développer une approche de genre, centrée sur le droit au logement des femmes dans les projets d'amélioration de l'habitat ou de production de logement abordable est donc crucial pour redonner aux femmes des banlieues une dignité et une capacité à se projeter dans l'avenir. C'est à ce défi que la Fédération Sénégalaise des Habitants et UrbaSEN tentent de répondre, avec l'appui d'UrbaMonde, dans les activités qu'ils et elles mènent dans les quartiers informels de Dakar depuis 2014.

C'est à ce prix que les femmes acquerront un véritable statut de citoyennes et une place reconnue dans la ville, un pouvoir d'agir accru et une voix enfin entendue dans les cercles de décision de la fabrique urbaine.

La Fédération Sénégalaise des Habitants, UrbaSEN et Urbamonde, Sénégal, avril 2023.

Ces dernières années, la prise en compte des inégalités de genre est devenue une question centrale pour Fundasal et Habitat-Cité. Les deux organisations améliorent leurs méthodologies de travail sur cette thématique et elles souhaitent l'intégrer de manière transversale dans toutes les actions mises en œuvre et au sein des échanges et débats avec les habitant·es, avec leurs partenaires et au sein de leurs propres équipes.

Les inégalités de genre doivent faire l'objet d'un diagnostic pour permettre de les identifier selon chaque contexte particulier. Des outils de diagnostic peuvent être utilisés avec les groupes d'habitant·es accompagnés et au sein même des organisations qui les accompagnent.

En mai 2022, Fundasal a édité trois documents institutionnels : un code de déontologie (deuxième version) ; le manuel de politique de genre - politique d'égalité des sexes de Fundasal (deuxième version) ; un protocole de prévention et de lutte contre la violence de genre.

Habitat-Cité a mis en place depuis 2020 un groupe de travail « genre » réunissant des salarié·es qui travaillent sur les projets en France et à l'international avec pour objectif la capitalisation des pratiques et des actions de l'association et la mise en place d'actions concrètes en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes et l'égalité de genre.

Fundasal et Habitat Cité, Salvador, avril 2023.

GLOSSAIRE

Le sexe est l'ensemble des éléments biologiques, organiques et hormonaux qui différencient les êtres vivants et qui leur permettent de se reproduire.

Le genre est un concept sociologique. Il renvoie à la construction de catégories sociales définissant la notion d'homme et de femme, de garçon et de fille, le féminin, le masculin, dans une société déterminée, attribuant à chacun et chacune des rôles, statuts et attentes spécifiques, au sein de la famille, de la communauté, et de la société[1].

Les inégalités de genre sont produites par les rapports sociaux entre le féminin et le masculin, qui se transforment et évoluent en permanence selon les époques et les contextes et sont marquées, dans toutes les régions du monde, par une hiérarchisation et des inégalités au détriment des femmes, des minorités sexuelles et de genre. Les hommes sont dominants en matière de pouvoir et de prise de décision au niveau politique et économique, tandis que le travail gratuit domestique et ménager des femmes, qui constitue la base de l'organisation des sociétés et du travail humain productif, reste invisible et non pris en compte dans les richesses nationales[2].

Les rôles de genre émanent des différences socialement construites et définissent comment les personnes, selon leur genre, devraient penser, agir et se sentir. Ces rôles ne sont pas figés, et varient entre les cultures et au sein d'une même culture. Ces différences dépendent de divers facteurs (économiques, climatiques, environnementaux, politiques, etc). Les rôles de genre se reflètent dans les activités assignées aux hommes et aux femmes et participent à renforcer la division genrée du travail, souvent classée entre rôles productifs (tâches souvent rémunérées, qui produisent des biens), rôles reproductifs (tâches du soin/*care*, pas rémunérées), rôles de gestion communautaire et rôles de politique communautaire.

L'accès aux ressources est influencé par les rôles de genre et la division genrée du travail établie au sein d'une communauté. L'accès aux ressources, leurs coûts et la capacité de décider de leur utilisation finale sont des facteurs déterminants pour l'accomplissement des rôles féminins et masculins. Une conséquence des rôles de genre est un accès et un contrôle différent et inégal aux ressources et aux bénéfices.

Le *care* est difficile à traduire en français car il désigne à la fois ce qui relève de la sollicitude et du soin « activités caractéristiques de l'espèce humaine, qui recouvrent tout ce que nous faisons dans le but de maintenir, de perpétuer et de réparer notre monde, afin que nous puissions y vivre aussi bien que possible[3] ».

L'*empowerment* peut être traduit en français par empouvoirement, dans le sens de renforcement du pouvoir d'agir. Il se réfère aux « capacités » (*capabilities*) des individus et communautés à prendre en charge de manière autonome leur trajectoire socio-économique et leur destin personnel, grâce à des facteurs internes (niveau d'éducation, santé, libre-arbitre, etc.) et externes (accès aux ressources, aux droits, aux opportunités) favorables à l'émancipation. En Amérique latine, c'est le terme *empoderamiento* qui a été repris et développé par les mouvements féministes. Le processus d'*empowerment* intègre une dimension collective, aussi importante que la dimension individuelle, et cherche à jouer sur les causes structurelles d'inégalités dans nos sociétés[4].

L'intersectionnalité du genre visibilise l'existence de différentes formes de discrimination qu'une personne peut subir de manière entrecroisée en fonction du genre, la classe sociale, un handicap, la religion, l'appartenance à un groupe social spécifique, etc. Lorsqu'une personne subit des discriminations liées au genre, et à l'un ou d'autres facteurs qui le caractérise socialement, on parle d'intersectionnalité du genre.

1 F3E, https://f3e.asso.fr
2 Adéquations, http://www.adequations.org/spip.php?article1515
3 Joan Tronto, 2009, p. 13 et 143.
4 F3E, 2021, p.8: Genre et développement, fiches pédagogiques

La transversalisation du genre réfère à la prise en compte des questions de genre dans tous les domaines de compétences, à toutes les étapes de la gestion des politiques et programmes et à différents niveaux (micro, méso et macro). En anglais, on parle de *gender mainstreaming*.

Le patriarcat est une forme d'organisation sociale dans laquelle les hommes exercent le pouvoir dans les domaines politique, juridique, économique ou religieux, et détiennent le rôle dominant au sein de la famille au détriment des femmes.

Les violences basées sur le genre (VBG), parfois aussi appelée violences sexistes, réfèrent à l'ensemble des actes nuisibles, dirigés contre un individu ou un groupe d'individus en raison de leur identité de genre. Elles prennent racine dans l'inégalité entre les genres, l'abus de pouvoir et les normes néfastes. Cette expression est utilisée pour souligner le fait que les déséquilibres structurels de pouvoir fondés sur le genre placent les femmes et les filles dans une position leur faisant courir un plus grand risque d'être l'objet de multiples formes de violence[5].

La mixité choisie réfère à la notion de *safe space*[6] et consiste à se réunir ponctuellement entre personnes appartenant à une ou plusieurs minorités opprimées et discriminées en excluant la participation de personnes appartenant aux groupes pouvant être oppressifs et discriminants. Cela permet de créer un espace d'échange et de partage sûr et exempt des schémas de domination sociale[7].

Le *backlash* (retour de bâton) fait référence aux remises en question globalisées et au recul des droits des femmes et des minorités de genre lors de changements sociaux ou de crises politiques. C'est à Susan Faludi, dans un essai publié en 1991, que l'on doit le concept de *backlash* appliqué aux mouvements féministes. De manière générale, il renvoie aux réactions conservatrices qui éclosent face aux changements politiques et sociaux selon le principe souvent évoqué de «1 pas en avant pour 2 pas en arrière ».

5 *https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/faqs/types-of-violence*
6 *https://fr.wikipedia.org/wiki/Safe_space*
7 *https://groupesantegeneve.ch/mixite-choisie/*

Les nouvelles masculinités[8] proposent de revoir le modèle de la masculinité (hégémonique) construit sur des représentations culturelles et des pratiques sociales légitimisées par le patriarcat et associées avec ce que devrait être un homme (protecteur, dominant, pourvoyeur) et la place qu'il devrait avoir par rapport aux femmes. Ces facteurs traditionnels et socialement construits constituent parfois des contraintes pour les hommes eux-mêmes.

Les nouvelles masculinités remettent en question ce modèle à travers des nouvelles identités masculines du *care* comme voie à suivre pour la transformation sociale. Les masculinités du *care* sont ainsi une manière de repenser le fait d'être un homme, vis-à-vis non seulement du soin aux autres (*caring for*) mais aussi le souci des autres (*caring about*), c'est à dire dans ses relations affectives et dans la corresponsabilité émotionnelle des hommes au *care* du quotidien[9].

APPROCHE GENRE ET DIVERSITÉ

Depuis 2010, les approches genre et diversités, qui reconnaissent la variété des dynamiques identitaires de genre et d'orientations sexuelles, sont peu à peu intégrées dans les *guidelines* des réponses humanitaires et post-désastres et en particulier dans le secteur du logement. Il est de mieux en mieux reconnu que les membres des communautés LGBTQIA+ sont particulièrement exposé·e·x·s en cas de déplacement ou de perte du logement et ont souvent des difficultés d'accéder aux programmes d'aide.

- → EdgeEffect *https://www.edgeeffect.org/our-purpose/*
- → DRRDynamics *https://www.drrdynamics.com/publications*
- → HOLLY A.SEGLAH et al., 2023. Housing, disasters & LGBTQIA+ people, DRR Dynamics. *https://www.drrdynamics.com/publications*
- → GORMAN-MURRAY, A. et al., 2014. « Queer Domicide: LGBT Displacement and Home Loss in Natural Disaster Impact, Response, and Recovery ». In : Home Cultures Vol. 11, n° 2, p. 237-261 *https://www.tandfonline.com/doi/full/10.2752/175174214X13891916944751*

8 *Govers et Maquestiau (2014), le Monde selon les femmes*
9 *Govers Pijoan (2018), le Monde selon les femmes*

L'APPROCHE GENRE

On part souvent du principe que les crises sociales, post-désastres ou humanitaires touchent de la même manière tous les membres d'un ménage ou d'une communauté. Hors, les recherches actuelles[1] montrent que ces contextes touchent différemment les femmes, les hommes, les filles et les garçons en raison des inégalités de genre dues aux conditions socio-économiques, aux croyances culturelles et aux pratiques traditionnelles qui désavantagent généralement les rôles[2] féminins[3].

L'approche genre n'est pas une approche orientée femmes, mais une approche qui s'intéresse aux relations asymétriques de pouvoir entre les genres.

En même temps, les contributions des femmes à l'effort de réduction des conséquences des crises sont souvent omis et leur intégration dans les processus décisionnels négligé[4]. Selon l'ONU, les inégalités de genre constituent l'une des principales entraves à la réalisation des droits humains et des objectifs du développement durable (ODD)[5].

L'approche *genre*[6] considère que les rôles construits socialement du masculin et du féminin sont la source d'un grand nombre d'inégalités d'accès aux ressources et au pouvoir entre les hommes et les femmes mais aussi au sein des groupes sociaux d'hommes et de femmes[7]. Elle remet en cause les processus de hiérarchisation des individus en fonction de leur genre et les discriminations qui en découlent[8].

Plutôt que de venir en aide aux femmes, cette approche propose de générer des transformations sociales à partir de la participation active et équitable de toutes les personnes aux prises de décisions qui les affectent, en ayant un impact à la fois sur l'accès inégal aux besoins fondamentaux et sur une dimension structurelle, telle que l'accès et le contrôle des ressources matérielles et financières, intellectuelles et culturelles.

Aujourd'hui, de plus en plus d'actrices et acteurs de l'aide rappellent que, pour envisager un réel impact des actions[9], la prise en compte des inégalités de genre doit être traitée de manière transversale, « la promotion de l'égalité n'est pas juste un objectif de plus à réaliser lorsque tous les autres ont été atteints[10]». Dans cette optique, la majorité des grands bailleurs a mis en place des critères de sélection qui incluent la transversalisation du genre[11] aussi bien dans les actions menées que dans les dynamiques internes aux organisations porteuses de projet.

Mais malgré ces efforts de systématisation, il reste encore souvent un écart important entre les intentions émises en amont des programmes et leurs traductions dans la réalité des opérations. Il est alors difficile d'établir que les financements ont réellement eu un impact en faveur de l'égalité[12].

1 Voir entre autres le Centre for Gender and disaster, UCL
2 Cf. glossaire p.8
3 (World Bank, 2020)
4 (UNISDR, PNUD, UICN, 2009)
5 https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/
6 Cf. glossaire p.9
7 F3E, https://f3e.asso.fr
8 Adéquations, http://www.adequations.org/spip.php?article2038

9 Même si l'égalité fait partie de 11 ODD, la mise en pratique reste encore rare http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1757975920949747
10 DDC (2003)
11 Cadre de l'AFD https://www.afd.fr/fr/ressources/cadre-dintervention-le-genre-et-la-reduction-des-inegalites-femmes-hommes, cf. glossaire p.9
12 (Grabowski et Essick, 2020) Oxfam

Image : chantier des coopératives ACOVICUPA & ACOVIAMET en cours à Cuna de la Paz au Salvador



L'APPROCHE INTERSECTIONNELLE

L'approche de genre intersectionnelle considère et analyse les inégalités et discriminations d'un point de vue situé socialement, c'est-à-dire en prenant en compte l'entrecroisement des différences sociales comme l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, l'âge, la classe, la race sociale, l'handicap, le statut marital, le statut migratoire, etc.

→ F3E, 2021. Genre et développement, fiches pédagogiques *hwww.f3e.asso.fr/wp-content/uploads/F3E-fiches-pedagogiques-genre-et-developpement-2021.pdf*

HABITAT ET INÉGALITÉS DE GENRE

Au nord comme au sud, le rôle de l'habitat dans la production des rapports inégalitaires de genre est rarement questionné et reste peu traité dans les programmes d'accès au logement[1]. Pourtant, des recherches[2] dans le domaine de l'histoire, de la sociologie urbaine et du genre tendent à montrer que le logement est à la fois le miroir et la structure de ces inégalités[3] :

Si l'importance de prendre en compte les inégalités de genre dans les interventions d'aide est reconnue, la mise en œuvre des actions reste un domaine à explorer, particulièrement dans le secteur de l'habitat.

Miroir, car il est le reflet d'une conception sociale hiérarchique des rôles féminins et masculins : qui décide et construit le logement ? Qui l'entretient quotidiennement ou ponctuellement et quelle valeur est donnée à ces tâches ? Qui en est le propriétaire et qui le finance ? Et à qui bénéficie cet investissement sur le plan symbolique et financier ?

Aujourd'hui, ce sont bien souvent les femmes qui sont responsables des tâches du *care*[4] de l'habitat peu visibles et non rémunérées, alors que la propriété du logement et le statut social qui en découle restent souvent dans les mains des hommes.

Structure, car la configuration, la valeur et la division genrée des espaces influencent nos perceptions et nos comportements à travers la répartition des espaces à l'intérieur du logement selon des rôles de genre plus ou moins valorisés, et à travers la division des espaces privés et publics, où les femmes sont reléguées aux espaces domestiques liés au soin et les hommes aux espaces publics et politiques de décision de pouvoir[5].

1 *Meth et al. (2019)*
2 *Bonvalet et al. (2021), Ined*
3 *Parry (2019), Habitat for Humanity*
4 *Cf. glossaire p.8*
5 *Voir entre autre l'article de Dolores Hayden HAYDEN (1980), les recherches de Yves Raibaud, maître de conférence à l'université de Bordeaux, et le travail du collectif EqualSaree sur des quartiers informels, https://equalsaree.org/fr/.*





DES LEVIERS CONTRE LES INÉGALITÉS

L'accès à la sécurité foncière et économique

Les femmes et les filles ont, en général, des droits très limités à posséder, contrôler ou hériter de la terre et du bâti[1], ou ont peu d'accès aux crédits pour l'acquisition ou la construction d'un logement.

Il est rare que les femmes y disposent d'un espace pour développer des activités économiques ou personnelles alors que leurs responsabilités du *care* les contraignent de rester à la maison.

Des espaces de vie sains et sans violence

Les tâches domestiques, les traditions patriarcales[2] et le peu d'accès à l'emploi font que les femmes et les filles passent un temps important à l'intérieur du logement et sont donc les premières confrontées aux nuisances liées à l'insalubrité, à l'inconfort et à la promiscuité. Parallèlement, les statistiques[3] montrent que les espaces privés restent les lieux où les femmes et les filles sont le plus exposées aux violences basées sur le genre[4].

Un accès équitable et sûr aux espaces publics et aux services

En étant moins motorisées que les hommes[5] et ayant la charge des activités du *care*, les femmes et les filles sont plus exposées aux difficultés d'accès aux services (eau, combustibles, santé) et aux infrastructures sanitaires élémentaires (toilettes, douches). Les rues et les espaces publics peu aménagés des quartiers précaires où elles habitent accentuent un sentiment d'insécurité dans leurs déplacements et représentent pour elles un frein quotidien supplémentaire.

1 *Grabe et al. (2015)*
2 *cf. glossaire p.9*
3 *IMODC (2020)*
4 *Cf. glossaire p.9*
5 *Tillous et al. (2016) AFD*

Image : réhabilitation du logement d'une membre de la FSH en cours, Sénégal, 2022

ADOPTER UNE PERSPECTIVE DE GENRE

Même si depuis 40 ans, et particulièrement cette dernière décennie, la prise en compte du genre est devenue incontournable dans les actions de solidarité internationale, les femmes restent encore trop souvent au rang de bénéficiaire. Le seul fait de les inclure comme groupe cible ne veut pas dire qu'un projet s'attelle à réduire les inégalités de genre. En gardant une vision très stéréotypée de leur rôle social, en les surchargeant de responsabilités, notamment dans le domaine du *care*, elles restent sous-représentées dans les organes de décision et ont donc peu d'espace pour faire entendre leur voix et exercer une influence sur la répartition des moyens et la définition des programmes d'habitat, même lorsque ceux-ci affichent des objectifs de réduction des inégalités.

Le seul fait d'inclure les femmes comme bénéficiaires de projet ne veut pas dire qu'un projet s'attelle à réduire les inégalités de genre.

Adopter une perspective de genre signifie aménager des espaces tout au long des processus d'accès à l'habitat, où tous les groupes sociaux de genre peuvent participer à évaluer leurs besoins et ceux de leur communauté, co-définir les stratégies de projet et être représenté·es équitablement dans les ressources humaines.

LE MARQUEUR GENRE

Le marqueur genre a été adapté par plusieurs organisations pour l'(auto)évaluation des stratégies de projet. Il permet notamment d'identifier et atténuer des effets négatifs non intentionnels, plus fréquents qu'on ne l'imagine, engendrés par l'action elle-même. Cet outil propose une indication sur le degré d'intégration du genre de 0 à 2 (où 0=sans impact, voire une augmentation des inégalités).

→ Marquer genre de l'OCDE (CAD) https://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm

→ Marqueur de genre et d'âge : boîte à outils ECHO https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/gender_age_marker_toolkit_fr.pdf

Des bonnes questions

→ Comment se répartissent les rôles dans l'organisation ? Qui parle au nom de l'organisation ou du projet ? Est-ce que les inégalités de genre qui pourraient exister dans le cadre du travail sont identifiées et discutées ?

→ Comment sont réparties les ressources humaines locales/internationales de vos projets et quelles sont leurs rôles et responsabilités ?

→ Dans votre contexte de travail, quels sont les enjeux principaux auxquels doivent faire face les habitant·es et sont-ils les mêmes selon le genre ? Quelles sont les ressources sociales et économiques sur lesquelles les femmes des communautés participantes peuvent compter ? Est-ce que ces ressources sont prises en compte dans la stratégie d'intervention ? Comment avez-vous obtenu ces informations ?

→ Avez-vous été confronté à une situation où la participation des femmes aux projets signifie une surcharge de travail pour elles ? Avez-vous établi des stratégies pour pallier cette situation ?

→ Existe-t-il une ligne budgétaire dans l'organisation destinée à la prise en compte du genre dans l'organisation pour de la formation ou de la sensibilisation ?

HABITAT ET INTÉGRATION DU GENRE

→ *Addressing Gender gaps in housing interventions*, GPSC, un guide complet traitant des interventions sensibles au genre dans le secteur du logement, GPURL (2021) www.thegpsc.org/sites/gpsc/files/addressing_gender_gaps_in_housing_interventionsfinal.pdf

→ *We beat the path by walking.* Comment les femmes de Mahila Milan en Inde ont appris à planifier, concevoir, financer et construire des logements, Patel et al. (2016). http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0956247815617440

COLLECTER ET ANALYSER DES DONNÉES

Le manque de connaissance fine de la réalité sociale des femmes, et des minorités de genre constitue un frein pour l'égalité.

Les enjeux de pouvoir, de discrimination de genre, de classe et d'origine sont propres à chaque contexte socioculturel et économique. Avant toute intervention dans le secteur de l'habitat, il est important de comprendre et identifier quels sont ces enjeux et leurs interactions avec le secteur local du logement. Cette analyse de genre décèle les inégalités en termes de pouvoir, de ressources et d'agentivité qui existent localement. Elle permet d'examiner les causes de ces disparités, de déterminer si elles constituent un obstacle potentiel à l'atteinte de résultats et de chercher comment y remédier[1].

Un outil essentiel des analyses de genre se trouve dans l'usage des données sexospécifiques (voir encart). Cette méthode permet de mettre en avant des inégalités au sein des ménages souvent considérés comme des entités homogènes. Par exemple, les femmes sont très souvent défavorisées par rapport à leur mari en termes de droits d'usage et d'accès à la terre ou à la propriété, ou n'ont pas le même pouvoir décisionnel sur le devenir du logement. Cette différence peut, entre autres, mener à des situations de précarité très différentes selon le genre en cas de décès du conjoint ou de la conjointe.

L'analyse des données sensibles au genre peut aussi visibiliser l'importance du rôle souvent ignoré des femmes dans la construction, dans l'entretien ou dans les apports économiques nécessaires au logement. Elle peut permettre de mieux comprendre quelles sont les pratiques et les besoins spécifiques et éviter de répondre à partir de préjugés sociaux qui, en dictant les stratégies de projet, peuvent avoir un impact particulièrement négatif. Par exemple, dans certains contextes, le fait ne pas intégrer les femmes aux formations en maçonnerie alors que ce sont elles qui sont chargées de la construction ou l'entretien de l'habitat, peut mener à une dégradation accélérée du bâti, impactant la santé, tout en réduisant leur pouvoir d'agir.

1 DDC (2019)

DIAGNOSTIC DE QUARTIER

Plusieurs outils existent pour mener des diagnostics de quartier sensibles au genre : marches sensibles, diagnostics participatifs, questionnaires en ligne, etc. :

→ Cities for Women - Urban Assessment Framework Through a Gender Lens, Cities Alliance (2020) *https://citiesalliance.org/sites/default/files/2020-11/Cities%20for%20Women%20-%20Urban%20Assessment%20Framework%20Through%20a%20Gender%20Lens.pdf*

→ Her city. A guide for cities to sustainable and inclusive urban planning and design together with girls, UN-Habitat & Global Utmaning (2021), *https://unhabitat.org/sites/default/files/2021/03/02032021_her_city_publication_low.pdf*

→ Guide méthodologique des marches exploratoires, CIV (2012) *https://m.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/fichiers/sgciv-guidemarcheexploratoire.pdf*

→ A Practical Guide for Conducting Housing Profiles, UN-HABITAT, p.67-68, (2011) *https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/A%20Practical%20Guide%20for%20Conducting%20Housing%20Profiles%20-%20Revised%20Version.pdf*

COLLECTE DE DONNÉES

→ Conseils pratiques pour conduire une collecte de données sexospécifique, Bioversity International (2013) *https://www.bioversityinternational.org/fileadmin/user_upload/online_library/publications/pdfs/Conseils_pratiques_pour_conduire_un_collecte_de_donn%C3%A9es_sexosp%C3%A9cifique_1690.pdf*

→ Guidance on mainstreaming gender and diversity in shelter programmes, GSC (2013) *https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/gender_tip_sheets_-_shelter.pdf*

→ Boîte à outils Genre et développement urbain, AFD (2016) *https://issuu.com/objectif-developpement/docs/genre_developpement_urbain*



Atelier de conception urbaine de la future cité-FSH, Sénégal, mars 2023

UNE DÉMARCHE DE COLLECTE D'EXPÉRIENCES SITUÉES

En 2021, un premier travail de collecte d'expériences et de cadrage a été mené sur les approches genre intégrées dans les projets d'habitat menés par les partenaires de la Fondation Abbé Pierre (FAP) et des organisations membres du réseau Mesoamerikaab (MAK) en Amérique centrale. En 2022, une démarche plus approfondie est engagée à travers l'organisation d'ateliers en présentiel dans deux projets au Sénégal et au Salvador. La méthodologie proposée a été développée et menée conjointement avec les partenaires français, sénégalais et salvadoriens et ont permis d'aborder différents thèmes liés à la production de l'habitat au prisme du genre.

Cette collecte d'expériences a permis de visibiliser les liens qui existent entre l'habitat et le pouvoir d'agir des femmes.

QUI PARLE ET QUI ANALYSE ?

Le savoir situé, conceptualisé par la philosophe et professeure féministe Donna Haraway en 1988, se fonde sur la prise de conscience d'un « lieu d'où l'on parle », c'est-à-dire notre position sociale, nos privilèges et/ou nos désavantages sociaux liés à notre genre, âge, origine, etc. Le savoir situé nous aide à porter un regard critique sur les présupposés et préjugés qui imprègnent nos relations avec nos partenaires de projet et les communautés avec lesquelles nous co-construisons des processus d'accès à l'habitat.

A travers son travail d'approfondissement des approches cultures constructives locales[1], CRAterre reconnaît l'existence d'une diversité des savoirs et s'attelle à valoriser la pluralité et la pertinence des pratiques de construction situées. Même si cette démarche remet en question l'existence d'un savoir éthnocentrique occidental, elle ne prétend pas avoir déconstruit ce modèle de recherche et d'intervention dont elle est issue.

1 *Caimi (2015)*

Cette étude cherche à visibiliser les liens entre l'amélioration de l'accès au logement et l'augmentation du pouvoir d'agir, l'*empowerment*, des femmes en posant l'hypothèse que les actions dans le secteur de l'habitat ne sont pas neutres en termes de genre et, moyennant une prise en compte adéquate, peuvent participer à réduire les inégalités de genre.

L'approche et la méthodologie de cette analyse de genre sont basées sur les cadres de Harvard, de Moser et de Langwe, et se sont déroulées en quatre étapes :

→ L'identification des facteurs de genre liés aux actions dans le secteur de l'habitat et la conception d'ateliers de collecte de données.

→ La tenue des ateliers dans les deux contextes choisis.

→ L'analyse des résultats des ateliers et leur restitution aux organisations partenaires pour révision.

→ La production de ce document de diffusion.

CADRES D'ANALYSE DE GENRE

Il existe plusieurs cadres d'analyse de genre avec une approche et des objectifs différents. L'analyse présentée plus loin s'est inspirée des cadres suivants :

- **Le cadre de Harvard**, basé sur la répartition genrée des tâches et le partage des ressources
- **Le cadre de Moser** qui différencie les besoins pratiques des intérêts stratégiques des femmes
- **Le cadre Langwe** *(cf. p.46)* qui propose de mesurer les processus d'autonomisation des femmes

→ Saisir l'évolution des réalités des femmes, AWID (2010) *www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/saisir_levolution_des_realites_des*

→ Analyse de genre : guide pratique, DDC (2019) *www.shareweb.ch/site/Gender/Documents/Gendernet%20Toolbox/Methodic/Gender%20Analysis/Gender%20Analysis%20FR%20190426.pdf*

L’HABITAT AU PRISME DU GENRE : LES ATELIERS

PRISME		MÉTHODE / DÉROULEMENT
SWOT sensible au genre Ça veut dire quoi prendre en compte le genre dans notre organisation et dans nos activités d’accès à l’habitat ?	2h30	Les participant·es discutent de la manière dont les relations entre les genres ont été affectées par leur projet ou leurs activités. L’analyse SWOT fournit un cadre de discussion avec des questions préparées en avance : points forts, points faibles, opportunités et menaces. Les participant·es discutent en petit groupe des différences de vision et d’approche de l’intégration du genre. Des points forts sont relevés et des possibilités d’amélioration sont évoquées.
Carte des parties prenantes Les parties prenantes du projet contribuent-elles ou sont-elles un obstacle à la réduction des inégalités de genre ?	1h30	Les participant·es dessinent un diagramme de Venn indiquant les actrices/acteurs et parties prenantes, leur proximité ou leur distance les un·es par rapport aux autres au sein du projet, ainsi que leurs rôles. La taille et la distance entre chaque cercle doit symboliser l’importance de la relation avec la partie prenante correspondante telle qu’elle est perçue par les participant·es. Ces partenariats et collaborations sont ensuite évalués en termes de contribution à la réduction des inégalités. Quelles sont les relations qui jouent un rôle clé en termes d’égalité ? Quelles sont celles qui pourraient être renforcées ?
Profil d’activités liées à l’habitat Quels sont les rôles féminins et masculins dans la production de l’habitat selon les sphères productive, reproductive et communautaire ? Quelles sont les activités visibles/invisibles ? Est-ce que la répartition de ces activités entre hommes et femmes a changé avec l’arrivée du projet ? → Voir division des rôles p.26	3h	Les participant·es énumèrent en petit groupe les activités qu’elles·ils entreprennent pour financer, concevoir, construire et entretenir quotidiennement et ponctuellement leur logement et les compétences nécessaires, et celles qui sont réalisées par d’autres personnes (internes ou externes au ménage, rémunérées ou non). Les activités peuvent être réparties dans un tableau selon les 3 ou 4 sphères, et selon les catégories « qui, quand, combien de temps et comment ». Une alternative consiste à dessiner son logement avant d’énumérer d’un côté ses propres activités et compétences et de l’autre côté celles apportées par d’autres personnes. A la fin, les groupes discutent des différences de valeur/visibilité données à certaines de ces activités et ce que le projet à permis de remettre en question ou non.

PRISME		MÉTHODE / DÉROULEMENT
Accès et contrôle des ressources liées à l’habitat Qui a accès et qui contrôle les ressources nécessaires à la production de l’habitat ? Est-ce que la répartition de ces ressources selon le genre a changé avec l’arrivée du projet ? → Voir répartition des ressources p.30	2h	Les participant·es recensent les différentes ressources et bénéfices utilisés pour mener à bien les tâches identifiées dans le précédent profil d’activités. Elles/ils indiquent qui a accès/utilise ces ressources, et qui les contrôle/gère dans un tableau. L’accès est ici à comprendre comme une liberté, une permission, un droit d’utiliser ces ressources. Avoir le contrôle signifie maîtriser, détenir un droit de décision concernant la ressource. Le tableau peut inclure les ressources matérielles, économiques, politiques, le temps, et les bénéfices du revenu, des biens, de l’éducation ou du statut social, etc.
Division genrée des espaces publics Où est-ce que je me sens bien dans mon quartier ? Quels sont les lieux que j’évite, et pourquoi ? Est-ce qu'un changement des usages spatiaux a été constaté au cours du projet ? → Voir division genrée des espaces bâtis et aménagés p.38	2h	Les participant·es (groupe en mixité choisie, cf.: p.9) réalisent un diagnostic participatif de leur quartier en répondant à un questionnaire en marchant en binôme ou en groupe. L’essentiel n’est pas la précision du diagnostic, mais l’obtention d’informations révélant la façon dont la communauté locale, les hommes et les femmes, les filles et les garçons, perçoivent leur environnement et comment s’insère leur logement dans ce contexte. Ce type de marche permet de faire le lien entre habitat/logement et infrastructures de proximité, sentiment de sécurité, bien-être, accessibilité, diversité, représentativité, etc. La mise en commun après la visite permet d’évaluer quels sont les aspects qui favorisent ou ne favorisent pas le développement de la vie quotidienne et les relations sociales dans les espaces du quartier, et les aspects qui font qu’on se sent bien ou pas. Il est ensuite possible d’évaluer sur quoi l’ont peut agir et de prioriser certaines actions.
Entretien et visite à domicile Quel a été l’impact des activités de projet dans mes activités quotidiennes ? Et sur la perception que j’ai de mes compétences, aptitudes et droits ? et plus généralement des rôles de genre dans la société ? → Voir *empowerment* p.46 et 48	1h	Des profils socioculturels de femmes sont réalisés à travers un entretien individuel et une visite à domicile. Le fait d’évaluer individuellement et contextuellement à travers l’échange les impacts positifs et négatifs que les activités de projet ont, ou, ont eu sur la vie quotidienne des femmes du projet, permet d’insérer ces impacts dans des parcours de vie multiples et différenciés. En les mettant en relation avec des avancées d’ordre pratique et stratégique, ces profils participent à la compréhension des freins majeurs à la réalisation des objectifs de réduction des inégalités de genre dans le projet.

COOPÉRATIVES DE LOGEMENT ET PRODUCTION SOCIALE DE L'HABITAT AU SALVADOR

Partenaires

Asociación Cooperativa de Vivienda por Ayuda Mutua Cuna de La Paz (ACOVICUPA), Asociación Cooperativa de Vivienda por Ayuda Mutua El Triunfo (ACOVIAMET) Fundasal, Habitat-Cité et CRAterre

Lieu et dates

Zone périurbaine de La Palma, dans le département de Chalatenango, nord-ouest du Salvador (2019-2027).

Participation et responsabilités

70 % des membres sont des femmes. Certain·es sont des déplacé·es du conflit armé (1979-1992).

ACOVICUPA : 1 présidente, 72% de femmes dans les comités de gestion tous présidés par des femmes

ACOVIAMET : 1 présidente, 75% de femmes dans les comités de gestion, 67% présidés par des femmes

Le projet en bref

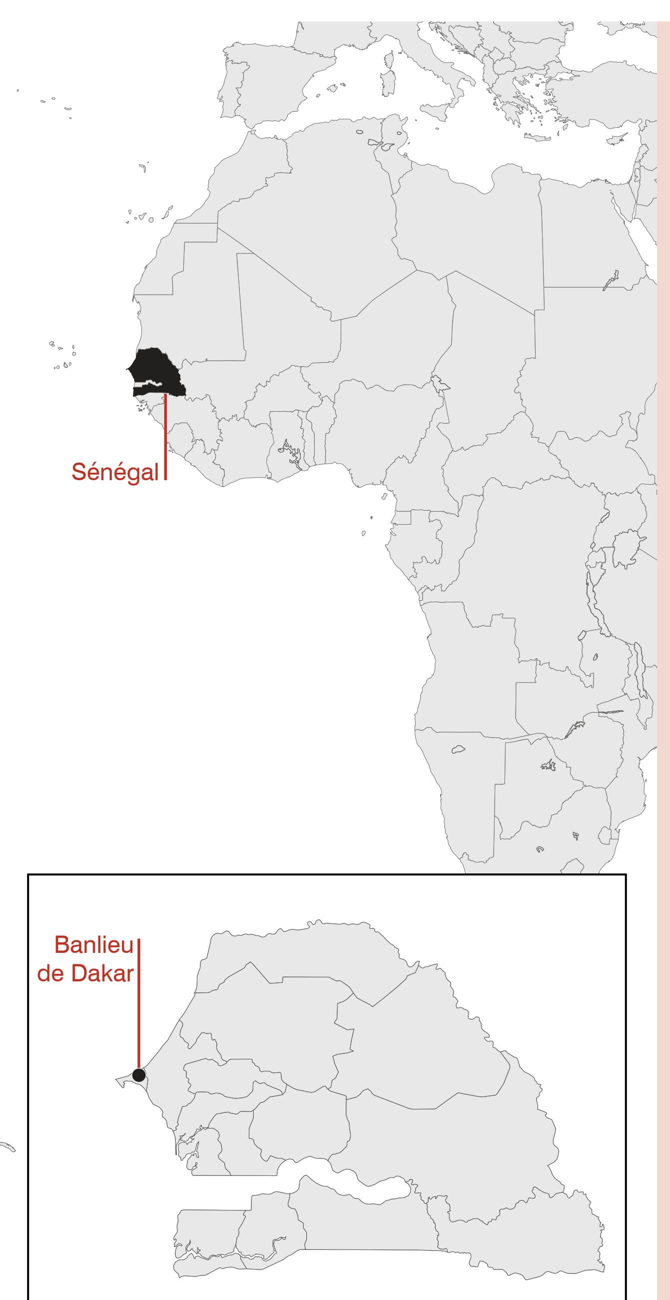
Dans le but d'améliorer les conditions d'habitat des familles, le projet de coopérative promeut l'*empowerment* de ses membres, en particulier des femmes. Cela se concrétise par des processus de formation pour la construction de logements avec des techniques de construction adaptées au contexte, en plus du renforcement des processus de participation, et de réflexion pour la création d'alternatives économiques, sociales, environnementales et culturelles qui favorisent les femmes et leurs familles.

Bailleurs

Fondation Abbé Pierre, AFD, We Effect, ACUNUR, Misereor, SELAVIP, embassade d'Allemagne, Los Fundadores

→ www.facebook.com/construyamoscunadelapaz, www.Fundasal.org, www.habitat-cite.org





PROGRAMME D'AMÉLIORATION DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES DES QUARTIERS PRÉCAIRES DU SÉNÉGAL

Partenaires

La Fédération Sénégalaise des Habitants (FSH), UrbaSEN, Urbamonde

Lieu et dates

Zone urbaine et semi-urbaine dans la banlieue de Dakar et les régions de Thiès et Louga au Sénégal (2013-2024).

Participation et responsabilités

800 réhabilitations de logements à travers le fonds rotatif

150 membres de la coopérative d'habitat de la FSH et leurs familles pourront accéder à la propriété collective et au logement individuel (projet cité-FSH)

FSH : bureau est constitué uniquement de femmes.

Le projet en bref

A travers la FSH, le projet place les habitant·es et riverain·es au coeur de la planification, de la gestion et de la gouvernance de leurs quartiers et poursuit un programme de réhabilitation de l'habitat précaire.

Depuis 2021, en plus des réhabilitations de logement, le projet de la cité-FSH projette de construire 150 logements neufs en coopérative (cité-FSH) à travers un modèle d'habitat collectif, participatif et durable, qui permettra aux habitant·es vulnérable d'accéder à un logement abordable sur le long terme.

Bailleurs

FAP (Fondation Abbé Pierre), Fedevaco (Fédération vaudoise de coopération), FGC (Fédération genevoise de coopération, IBP (International budget partnership)

→ www.UrbaSEN.org, www.urbamonde.org

LA FÉDÉRATION SÉNÉGALAISE DES HABITANTS (FSH)

Un accès inégal et genré au logement au Sénégal

Le Sénégal est un pays très traditionnel, où les hommes ont une place importante dans la sphère publique et privée et où les femmes sont majoritairement dépendantes de leurs maris ou d'un parent masculin. Pour beaucoup d'habitantes des quartiers précaires, assignées aux tâches domestiques, leurs revenus informels et irréguliers ne leur permettent pas de subvenir aux besoins de leurs familles. Même si l'égalité d'accès à la propriété foncière est garantie par la constitution, les hommes sont traditionnellement les propriétaires, ou les occupants légitimes des logements. A l'échelle nationale, selon une enquête de l'ANSD et ONU-femmes en 2019, moins de 8 % des femmes âgées de 15 à 49 ans sont propriétaires de logements ou de terres. Dans les situations de divorce, abandon ou décès, beaucoup d'entre elles se voient répudiées ou contraintes à vivre par leurs propres moyens, se retrouvant dans des situations de grande précarité.

Le déficit de logements représente un frein important à l'accès à un habitat digne pour un grand nombre des femmes membres de la Fédération Sénégalaise de Habitants (FSH). Souvent sans emploi fixe, seules avec des enfants, elles vivent dans des quartiers précaires, en location dans leur grande majorité, payant des loyers élevés sujets à la spéculation immobilière et à l'inflation.

Sur le plan social, elles sont souvent exclues de la vie de quartier, car elles sont considérées comme des étrangères non-propriétaires qui ne devraient pas avoir d'opinion dans la gestion des affaires locales.

L'objectif des projets de la FSH

L'objectif est de mettre en oeuvre un modèle de production et d'amélioration de l'habitat abordable, collectif, participatif et durable en développant les compétences nécessaires, valorisant la maîtrise d'ouvrage d'utilité publique et promouvant la participation des femmes aux instances de gestion et de gouvernance. L'accès à un logement digne réduit les discriminations foncières et immobilières dont souffrent les femmes.

L'aspiration au changement

Au-delà de la réhabilitation et l'amélioration de l'habitat précaire, la volonté de soutenir l'accès à un habitat abordable et de le sécuriser est une demande des membres de la FSH. Elles souhaitent accéder à un logement pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles.

L'approche stratégique

Les activités du projet sont menées par les organisations communautaires elles-mêmes, avec l'appui des relais formés et accompagnés par l'ONG d'appui UrbaSEN. Les femmes en forment d'autres en fonction de leurs disponibilités et contraintes domestiques. De même, les ateliers de planification et le suivi des chantiers sont organisés en fonction de leurs disponibilités.

Toutes les femmes sont prises en compte, peu importe leur statut au sein de leur foyer, leur religion ou leur lieu d'habitation, et toutes les membres des groupements de la FSH sont égales dans le processus de décision.

Les enjeux aujourd'hui pour la FSH

Après près de 10 ans d'existence, la FSH réunit plus de 12'000 membres, dont 96 % de femmes, réunis en 550 groupements. Une centaine de formations ont été dispensées en matière de gestion administrative et financière, suivi de chantiers, développement d'activités génératrices de revenus (AGR), plaidoyer genre et inclusion, et leadership et développement organisationnel. Des formations à la prise de parole ont également permis aux femmes de défendre leurs projets auprès des collectivités locales auxquelles elles appartiennent, ainsi qu'auprès d'institutions gouvernementales (ministères, agences de l'État).

La FSH est reconnue comme une organisation communautaire très influente dans les trois régions du Sénégal où elle est implantée. A ce titre, elle a reçu avec urbaSEN la médaille d'or du prix World Habitat en 2022.

Image : séance publique dans un quartier précaire de la banlieue de Dakar avec UrbaSEN et la FSH


FSH
urbaSEN
Construisons la ville ensemble
Une ville par et pour les habitants
www.urbasen.org
WE ROBOTICS



ACOVICUPA & ACOVIAMET AU SALVADOR

Un accès inégal et genré au logement au Salvador

Même si un accès égal à la terre est garanti par la constitution, dans les faits seuls 29,8 % des terres et des logements appartiennent à des femmes dans le pays[1]. Il a y peu d'équité dans les héritages fonciers et les femmes y ont moins accès pour se loger ou pour cultiver.

31.1 % des ménages sont menés par des femmes seules avec des enfants[2], et même lorsqu'elles vivent avec leur conjoint, ce sont elles qui assument souvent la plupart des dépenses pour l'alimentation, le logement et l'éducation. En ajoutant la charge du soin aux proches, elles endossent ce qu'on appelle « la triple journée des femmes », dont la vie se limite à l'espace privé-communautaire.

Dans un contexte politique de criminalité devenu systémique, les Salvadoriennes sont parmi les plus exposées aux féminicides au monde[3]. Nombre d'entre elles qui vivent avec leur partenaire font état d'une vie de violence quotidienne, sans la signaler et sans espoir de changement, principalement en raison d'une dépendance émotionnelle et d'une faible estime de soi[4].

Dans les espaces communautaires, ce sont généralement les hommes qui sont les principaux décideurs et qui délèguent ensuite la responsabilité opérationnelle aux femmes qui ont des postes de coordination[5].

L'objectif des coopératives de logement

Appuyées par Fundasal, l'objectif du projet mené par les coopératives ACOVICUPA & ACOVIAMET vise à garantir la propriété foncière pour les femmes cheffes de famille et à renforcer les compétences de ses membres dans les techniques de construction locales. Il est mené avec une approche d'un changement venant des populations elles-mêmes. La perspective de genre est intégrée de manière transversale autour de l'aide mutuelle, portée majoritairement par des femmes. Fundasal a plus de 20 ans d'expérience d'accompagnement de coopératives de logement au Salvador. Environ 70 % des membres de ces coopératives sont des femmes, raison pour laquelle la perspective de genre est devenue un thème transversal dans tous les projets accompagnés. L'objectif est de voir ces démarches collectives d'accès au logement comme un support pour aborder les inégalités de genre, les violences basées sur le genre et les relations de pouvoir au sein des coopératives et dans les ménages.

Aspiration au changement

La principale motivation des coopératrices est de construire des communautés et des espaces de vie sûrs pour elles-mêmes et leurs enfants, mais aussi des lieux conçus de manière durable et participative, où les décisions sont prises par la majorité de manière démocratique et où leurs opinions se reflètent dans tous les processus.

L'approche stratégique

Les inégalités de genre sont abordées en interne dans les organisations partenaires Fundasal et Habitat-Cité, dans les coopératives ACOVICUPA & ACOVIAMET et dans le cadre des activités de projets**.**

Des journées de formation et des activités autour de la cohabitation et de l'aide mutuelle ont contribué à la participation et à la prise de décision par les coopératrices. L'inclusion des femmes âgées a été encouragée par des activités spécifiques.

Les principaux enjeux de genre pour les coopératives

Un enjeu se situe dans la constance nécessaire aux activités autour du genre. Ce sont des sujets qui nécessitent une réflexion approfondie et une mise à jour régulière, à travers des diagnostics et analyses qui se situent aujourd'hui dans un contexte politique de recul dans la lutte pour des droits humains égaux.

1 Informe del Derecho Humano a la Vivienda Adecuada, FESPAD, 2021
2 PNUD, 2020
3 Informe de Violencia Contra las Mujeres, PNUD, 2020
4 Promoción del desarrollo social con equidad de género, Fundasal, 2017
5 Ibid

Image : production des adobes par les membres des coopératives ACOVICUPA & ACOVIAMET à Cuna de la Paz au Salvador

LA DIVISION DES RÔLES REPRODUCTIFS, PRODUCTIFS ET COMMUNAUTAIRES

S'interroger sur la participation genrée des habitant·es à la construction et/ou pérennisation de leur habitat est un indicateur de genre important : quel rôle est joué par qui dans les différentes étapes du cycle de vie de l'habitat (décision, construction, gestion, évolution) ? Quelles sont leurs différentes contributions familiales et communautaires dans ces processus ? Dans notre société patriarcale, les travaux d'entretien et de soin de l'environnement bâti sont vus comme du « ménage » ou du « nettoyage » attribués au rôle féminin, alors que l'imaginaire collectif associe les tâches de construction au savoir-faire et à la masculinité.

ACTIVITÉS REPRODUCTIVES

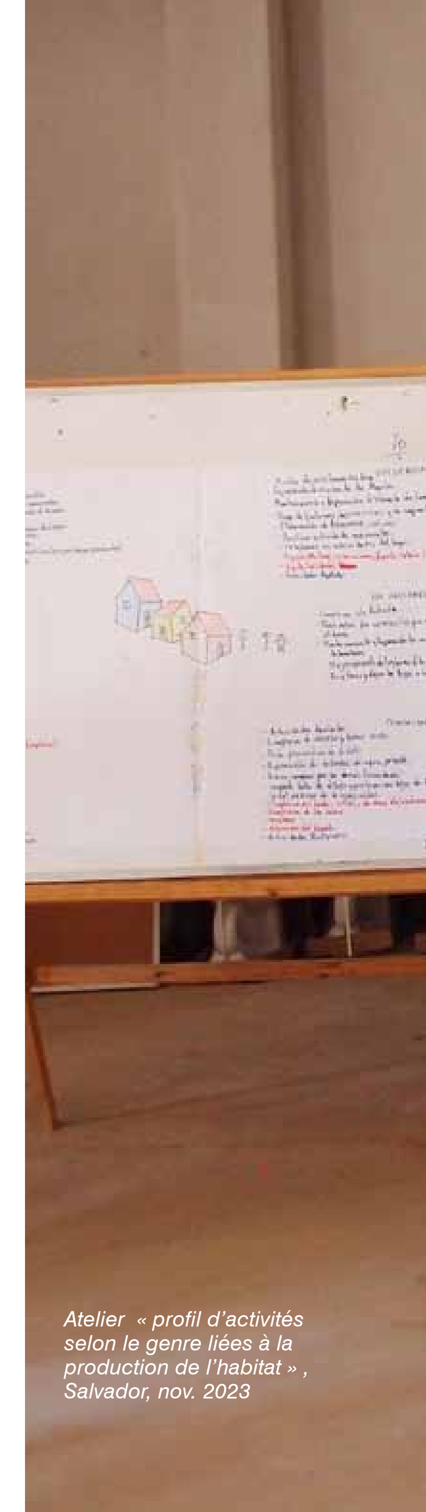
L'attention et le soin accordés au ménage et à ses membres, élever les enfants et s'en occuper, préparer les repas, collecter l'eau et le combustible, faire les courses et le ménage, prendre en charge la santé physique et émotionnelle des proches, l'entretien quotidien et ponctuel du logement font partie des tâches reproductives. Elles sont cruciales pour la santé et la survie humaine, mais elles sont souvent invisibles ou peu valorisées, et elles ne sont pas rémunérées. Dans la plupart de nos sociétés, ces tâches sont associées au rôle féminin, on parle du travail invisible des femmes.

ACTIVITÉS PRODUCTIVES

La production de biens comme la construction d'une maison, la production de matériaux et de services pour la consommation et le commerce sont des tâches productives. Elle sont majoritairement rémunérées. Femmes et hommes peuvent être impliqué·es dans du travail productif, mais leurs fonctions et leurs responsabilités sont souvent différentes. Le travail productif féminin est souvent moins visible et moins valorisé.

ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES / POLITIQUES

La gestion collective d'événements et de services, cérémonies, célébrations, activités d'amélioration des espaces communautaires, participation à des organisations locales sont des activités communautaires. Tous les membres d'une communauté prennent part à ces activités, mais elles sont aussi divisées entre celles du soin invisibilisées et celles plus visibles liées à la production de biens. Les activités de politique communautaire, inscrites dans un cadre politique plus formel sont principalement portées par des hommes. Il s'agit en général d'un travail rémunéré, soit directement ou sous la forme de statut ou de pouvoir.



Atelier « profil d'activités selon le genre liées à la production de l'habitat », Salvador, nov. 2023


CUNA DE LA PAZ
Valorados
No valorados
Valorados



Accès aux rôles communautaires et politiques

Au Sénégal, les femmes sont très présentes dans la sphère communautaire tout en ayant un rôle reproductif peu visible : soins aux personnes âgées ou malades dans la communauté, préparation des repas lors d'événements.

A travers les actions portées par la FSH avec l'appui d'UrbaSEN, des femmes ont acquis la légitimité communautaire suffisante pour accéder à des positions sociales dans la sphère publique. Le bureau de la FSH, constitué uniquement de femmes, leur donne accès à des rôles à responsabilités et décisionnels auxquels elles n'ont généralement pas accès dans la sphère communautaire. L'organisation de la fédération en groupements d'habitant·es par quartier démocratise l'accès aux processus décisionnels à un grand nombre de femmes membres. A l'intérieur de ces groupements, les processus décisionnels sont horizontaux.

Certaines membres sont maintenant consultées sur des sujets personnels, preuve d'une certaine reconnaissance sociale. Elles ont acquis une légitimité à parler en public et à porter leur cause auprès d'institutions publiques. Certaines d'entre elles ont accédé à des positions politiques au sein des mairies locales.

« Maintenant, on peut donner son opinion sur les travaux de construction parce qu'on sait et on se sent légitime de le faire. »
Membre de la FSH au Sénégal

Accès à la sphère productive

Les activités menées par la FSH participent à modifier la répartition des rôles et des responsabilités autour de l'entretien et de l'amélioration de l'habitat. Même si au Sénégal, les femmes participent quotidiennement à l'entretien et l'amélioration de leur maison, sans moyens financiers suffisants et sans accès au foncier, elles n'ont pas la possibilité de faire les choix décisifs sur les travaux à entreprendre ou sur le futur du logement qu'elles occupent. En renforçant leurs connaissances techniques en construction et en leur donnant accès à des moyens financiers (AGR, épargne pour du commerce, prêts du fonds d'épargne communautaire), les membres peuvent prendre un rôle décisionnel informé sur leur logement.

Peu d'impact sur la répartition des tâches du soin

À Dakar, le travail attendu et les responsabilités attribuées aux femmes concernent avant tout le bien-être de la famille, du mari et des enfants. Ces rôles très genrés semblent particulièrement difficiles à transformer et beaucoup de membres de la FSH sont contraintes de jongler avec des activités liées à leurs nouveaux rôles dans les sphères communautaire et productive tout en conservant la majorité des tâches reproductives.

Cette surcharge est généralement gérée individuellement. Une solution se trouve souvent dans la délégation de certaines tâches à d'autres femmes du foyer ou du cercle familial. Au lieu d'un véritable changement social, le risque est de reporter ce déséquilibre sur d'autres femmes plus précaires, qui ne pourront pas participer aux activités émancipatrices. Pour les membres de la FSH, atteindre une répartition des tâches plus égalitaire passe par un engagement de tous les membres du foyer, y compris les hommes.

Changement de rôle dans la sphère communautaire

ACOVICUPA,
ACOVIAMET ET
FUNDASAL

L'approche portée par les coopératives d'habitation au Salvador contribue à une certaine « flexibilisation » des rôles de genre dans le secteur de l'habitat[1]. Cela se traduit par la participation collective des femmes aux processus décisionnels et de mise en oeuvre du projet, tant dans les phases de conception, telles que le plan d'aménagement urbain, la conception spatiale des maisons, le choix des matériaux de construction, que dans les phases de construction des bâtiments communautaires et des logements. Elles sont également parties prenantes de l'organisation du chantier et de l'aide mutuelle.

Accès des femmes aux activités productives

Dans le cadre des coopératives ACOVICUPA & ACOVIAMET, la participation des femmes dans les travaux de construction valorisés et productifs est recherchée, afin de leur donner des compétences techniques dans un domaine traditionnellement masculin.

Les coopératrices sont également responsables de l'achat et de la gestion des matériaux de construction, de la gestion des stocks d'outils et d'un grand nombre de tâches sur les chantiers comme la production des adobes, la maçonnerie, les revêtements de surfaces et les sols.

Les tâches du soin restent genrées

Toutefois, la charge des tâches reproductives continue de reposer sur les épaules des participantes au projet. Elles ont souvent des situations familiales qui ne leur permettent pas facilement de déléguer ce rôle (mère célibataire, mari peu présent, enfants en bas âge). Elles continuent de les assumer tout en se chargeant des tâches organisationnelles et de construction.

Pour y faire face, les femmes trouvent des solutions individuellement chez une soeur, une amie, ou une fille aînée en augmentant le risque de décrochage scolaire. Des solutions collectives de soutien, comme un logement temporaire proche du chantier ou un système de garde collective sont envisagées, mais vu qu'elles n'ont pas été prévues dès le départ, elles n'ont pas pu être jusqu'ici intégrées à la démarche faute de budget.

Pour nuancer, quelques femmes ont mentionné qu'elles déléguaient des tâches domestiques à leurs enfants, y compris les garçons. Certaines ont mentionné qu'elles étaient contentes de transmettre cela à leurs garçons, en espérant pouvoir influencer les modèles de genre à l'avenir.

Fundasal et les coopératives sont conscientes de la nécessité d'intégrer des sensibilisations aux nouvelles masculinités[2] afin d'établir des relations en interne plus justes et plus équitables dans l'organisation des coopératives, et dans la répartition des activités de soins.

« Les hommes et les femmes ont montré une vision très différente de la répartition des tâches au sein de leurs ménages. Une démarche de sensibilisation aux nouvelles masculinités apparaît comme incontournable. »

Réunion de bilan d'atelier avec Fundasal, Salvador

1 *Vaquerano Cativo (2021)*

2 *Cf.: glossaire p.9*

LA RÉPARTITION GENRÉE DES RESSOURCES

Une ressource est un moyen matériel (bois, terre, ciment) ou immatériel (éducation, formation, etc.) dont un individu, un groupe de personnes ou un pays peut disposer dans un espace donné.

L'ACCÈS AUX RESSOURCES

L'accès aux ressources, leurs coûts et la capacité de décider de leur utilisation finale dépendent beaucoup des rôles de genre et sont influencés par la division genrée du travail au sein d'une communauté.

L'état de subordination des femmes limite souvent leur accès aux ressources et à leur bénéfice (l'éducation, le foncier, le financement du logement, les intrants agricoles, etc.).

LE CONTRÔLE DES RESSOURCES

Dans certains cas, les femmes peuvent avoir accès aux ressources (l'occasion de s'en servir) mais n'exercent sur ces ressources et avantages aucun contrôle (aptitude à en définir l'utilisation et à imposer ce choix aux autres). Par exemple, les femmes peuvent avoir accès à un logement pour y vivre, mais ne possèdent pas les titres de propriété et peuvent en être exclues lors du décès du mari. Et bien souvent elles n'ont pas accès aux choix liés à son utilisation ou ne peuvent pas le valoriser pour obtenir un crédit ou profiter d'un meilleur statut social.

LA GESTION DES RESSOURCES

Le genre semble jouer un rôle dans la gestion des ressources naturelles et donc des matériaux de construction locaux et écologiques. Plusieurs recherches[1] montrent que, à travers une construction sociale différenciée, les femmes ont tendance à se préoccuper davantage de l'environnement et à se comporter en conséquence. En effet, en étant responsables de subvenir au besoins élémentaires de leur famille, elles sont les premières touchées par la raréfaction des ressources (récolte de bois, potager alimentaire, accès à l'eau, etc.).

L'accès équitable et la gestion harmonieuse des ressources naturelles est donc un enjeu de genre important, surtout dans le contexte climatique actuel.

1 *BRAIDOTTI et al. (2018)*



Atelier de planification de la construction de maisons pour la cité-FSH à Dakar, Sénégal.





Un contrôle crucial du foncier

Les projets de la FSH visent, entre autres, à améliorer l'accès et le contrôle des ressources économiques par ses membres. A travers le principe de fonds rotatifs pour le logement, les groupements épargnent et peuvent accéder à des prêts leur permettant de développer des activités individuelles et collectives dans le domaine du commerce, de l'agriculture maraîchère et de la transformation alimentaire. Par la suite, ces activités génératrices de revenus leur permettent d'accéder à un prêt plus important, indispensable à l'amélioration de leur logement.

Comme mentionné plus haut, même si les membres de la FSH ont accès à un logement et peuvent l'améliorer à travers le fonds rotatif, elles n'en ont que rarement le contrôle, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas prise sur la garantie et la sécurité de pouvoir y vivre. Face à ce constat, le projet de la cité-FSH contribue à apporter un véritable changement en termes d'accès et de contrôle des ressources foncières et immobilières. L'approche de ce projet d'écoquartier propose d'acquérir un terrain en coopérative, financé et géré par ses membres. Les logements sont financés à travers l'épargne individuelle et l'obtention d'un crédit. L'accès, et surtout le contrôle, collectif du foncier et individuel du logement représentent pour ces femmes un changement crucial pour atteindre la sécurité du logement à long terme.

L'accès et surtout le contrôle collectif du foncier et individuel du logement représente pour les membres de la FSH un changement crucial pour se sentir en sécurité à long terme.

Les informations et les connaissances dans le secteur de la construction sont d'autres ressources dont l'accès et le contrôle est particulièrement genré au Sénégal. Dans le cadre de la FSH, les femmes acquièrent des connaissances dans le suivi de chantier, les dosages en ciment des mortiers ou encore les quantitatifs de matériaux. Le fait d'être informé·e participe à renforcer la confiance en soi et le sentiment de légitimité de gérer des tâches jusqu'ici méconnues.

Le contrôle sur les bénéfices tirés de l'amélioration du logement

Jusqu'ici, les membres qui obtiennent un crédit pour leur logement améliorent leur propre bien-être et celui de leur famille et cela leur permet parfois de démarrer un petit commerce chez elles. Mais, en étant rarement propriétaires de leur logement, beaucoup d'entre elles n'ont pas de contrôle sur les bénéfices ou la plus-value tirée de l'amélioration de leur habitat à moyen et long terme, par exemple en cas de succession, de vente, de valorisation pour l'obtention d'un crédit, et elles n'ont pas non plus la garantie de pouvoir rester en cas de conflit dans le ménage. Le projet de la cité-FSH apportera une différence importante en termes de répartition des ressources mais aussi des bénéfices liés à l'habitat.

L'accès et le contrôle des ressources politiques

La capacité et légitimité de parler en public, les compétences organisationnelles acquises, ainsi que les opportunités de se créer un réseau et d'être informée sont des nouvelles ressources d'ordre politique acquises par les membres.

L’accès et le contrôle du foncier

En donnant l’accès et le contrôle du foncier à leurs membres majoritairement des femmes, les coopératives d’habitation opèrent un réel changement dans la répartition des ressources financières et productives. La propriété collective permet aux coopératrices d’accéder à un habitat stable et sécurisé pour l’avenir.

ACOVICUPA, ACOVIAMET ET FUNDASAL

L’accès aux bénéfices du foncier

Le règlement des deux coopératives garantit la succession du bien aux enfants des membres, c’est un soulagement important pour beaucoup de femmes de pouvoir léguer la stabilité de l’habitat à leur enfants. Les maisons ne peuvent pas être valorisées sur le marché et elles ne peuvent pas être vendues pour prévenir le risque de démantèlement des valeurs portées par le projet collectif. Lors de départ de membres, ce sont les coopératives qui décident du renouvellement des membres.

Accès et contrôle des ressources techniques

A travers le système d’aide mutuelle et les formations techniques dispensées lors d’étapes clés du chantier, les participantes ont accès à des ressources auxquelles elles n’ont pas accès habituellement, comme des connaissances et compétences dans la construction et dans le choix et l’achat des matériaux. Plusieurs coopératrices évoquent un gain de confiance en soi et de légitimité lorsqu’il faut se rendre chez les fournisseurs de matériaux ou lorsqu’il faut négocier des travaux de maçonnerie.

Toutefois, malgré ces nouveaux acquis, plusieurs d’entre elles sentent que ce contrôle se cantonne au cadre du projet. A l’extérieur de la coopérative, elles sont toujours confrontées aux stéréotypes de genre qui les empêchent de valoriser leurs compétences techniques dans le secteur professionnel. Elles constatent que les hommes membres de la coopérative ne sont pas confrontés aux mêmes barrières d’accès à l’emploi. Une coopératrice a mentionné que, si elles ont eu accès à des connaissances techniques, il pourrait en être de même avec les hommes qui pourraient acquérir des connaissances dans les domaines de la cuisine, du ménage, et du soin des enfants.

« Si les femmes ont eu accès à des connaissances techniques, il pourrait en être de même avec des connaissances qui encouragent les hommes à se lancer dans la cuisine, le ménage, et le soin des enfants. »

Membre d’une des coopératives de logement au Salvador

Accès et contrôle des ressources politiques

En participant aux processus décisionnels de leur coopérative, plusieurs coopératrices constatent qu’elles prennent la parole plus facilement en public et se sentent plus conifantes pour exprimer des idées qu’avant. Certaines d’entre elles identifient cette récente confiance en soi comme une nouvelle ressource pour mener à bien d’autres projets et activités, pouvant également élargir le champ des recherches d’un emploi, cela représente pour elles un des apports majeurs de la démarche du projet.

PRENDRE SOIN DE L'HABITAT ET DE SON IMPACT

Toutes et tous, à différents niveaux, nous avons besoin de soins et nous en donnons, mais bien souvent la répartition de ces tâches est très genrée. Qui est chargé·e de prendre soin de nos maisons, de nos quartiers, de nos communautés, de notre environnement ? D'une manière générale, du territoire au foyer, le *care* de notre habitat et de son environnement est associé au rôle féminin. Loin d'affirmer que les femmes sont naturellement plus proches de la nature, leur socialisation et l'éducation genrée qui valorisent l'empathie et le soin, ont des conséquences sur leur comportement vis-à-vis de leur environnement de vie.

L'ENVIRONNEMENT COMME SUPPORT ET SOURCE DE L'HABITAT

Au-delà de l'étape de conception et du chantier, la durabilité de notre habitat dépend de nombreuses tâches d'entretien du bâti et des ressources utiles à sa production. Au cours des siècles, les sociétés ont construit avec ce qui était à leur disposition en interdépendance avec l'environnement. En établissant un lien étroit avec le milieu naturel, les cultures constructives locales[1] ne sont pas seulement basées sur la disponibilité des ressources naturelles, elles doivent également garantir leur gestion harmonieuse et durable.

Aujourd'hui, dans de nombreux contextes, les pratiques d'entretien ne sont pas ou plus considérées comme des tâches nobles, ce qui les relègue au second plan et les laisse à l'écart du domaine de la construction. Pourtant elles sont cruciales et ont un impact direct sur la santé des habitant·es. Les revêtements en bon état d'une maison contribuent à réduire l'humidité et à la protéger des intempéries et préviennent certaines maladies comme la maladie de Chagas[2] en Amérique latine. À cet égard, plusieurs projets de solidarité internationale abordent ce fléau sous l'angle du soin et de l'entretien de la maison.

Reconnaître le rôle central du *care* de notre habitat pourrait donner des pistes de réflexion vers des modèles de logements, de quartiers et de villes plus durables, inclusifs et qui prennent soin de leur habitant·es à travers un principe de réciprocité[3].

1 *Dimension immatérielle d'un bâtiment ou d'un habitat construit par les humains en interaction avec leur environnement, prenant en compte les aspects culturels, sociaux, économiques, environnementaux, symboliques et représentatifs. (AE&CC, 2017).*

2 *La maladie de Chagas est une infection parasitaire grave transmise par un insecte qui vit dans le recoins des maisons. Chaque année, elle fait des milliers de victimes en Amérique Latine.*

3 *Gabauer et al (2022)*



Formation hourdis terre thypha à Wakhinane Nimzatt, banlieue de Dakar





Prendre soin des quartiers de vie

La vision de la FSH ne s'arrête pas seulement à l'amélioration des logements, prendre soin du cadre de vie est églament important, que cela soit à travers l'adaptation de l'habitat aux risques d'inondations, ou la transformation et valorisation d'espaces urbains résiduels. La FSH mobilise des ressources pour réaliser des aménagements communautaires dans les quartiers où elle intervient, aux bénéfices de toutes et tous, membres ou non : drains, pavage, espaces récréatifs, bassins tampons, ou espaces verts.

Les membres de la fédération disent que leur appréciation de leur quartier a beaucoup augmenté du fait de pouvoir agir et participer à son amélioration. Elles connaissent ses forces, mais aussi ses faiblesses et ont développé des idées concrètes sur ce qui pourrait être fait pour l'améliorer. Elles ont priorisé les besoins et ont agi en conséquence.

En donnant des moyens aux habitantes pour réaliser un entretien éclairé de leur logement, la FSH reconnaît l'importance et le rôle de la connaissance individuelle et collective des espaces de vie dans l'acte d'entretenir, d'améliorer et de construire l'habitat.

L'approche ecoquartier de la cité-FSH permet d'aller plus loin dans l'intégration d'une dimension de soin à l'échelle du quartier. Le terrain se situe dans une zone semi-agricole sensible, une valeur importante est donc donnée à la dimension paysagère du programme. En intégrant une réflexion sur le vivant dans la conception urbaine, et en réfléchissant aux types d'environnement et de nature urbaine, la FSH réintègre la valeur du soin dans son projet collectif d'habitat. Une attention particulière est portée à la composition de la nature dans le quartier, la préservation de la biodiversité, la mobilité durable, la gestion des eaux usées et des eaux de pluie, la gestion des déchets et les espaces de maraîchage.

Repenser les liens entre habiter en collectivité, bien-être et écologie

Même si ce sont généralement les habitantes de Dakar qui passent le plus de temps dans l'espace domestique et qui en connaissent le mieux ses forces et faiblesses, les maris et parents masculins se voient assignés un rôle d'autorité familiale cruciale pour toutes les décisions d'ordre matériel et financier autour du logement et de son amélioration. En donnant des moyens aux femmes pour réaliser un entretien éclairé de leur logement, la FSH reconnaît l'importance du rôle des connaissances individuelles et collectives des espaces de vie dans l'acte d'entretenir, d'améliorer et de construire l'habitat. Plus largement, la notoriété sociale acquise par la FSH participe à reconnaître la valeur de l'implication des habitantes dans l'acte de bâtir et entretenir les espaces urbains de manière durable, inclusive et de proximité.

Les futur·es habitant·es de la cité-FSH souhaitent renouer et valoriser les liens entre habiter en collectivité et bien-être, en portant une attention particulière à ses dimensions sociales, économiques et environnementales. Pour y arriver, UrbaSEN et Urbamonde ont proposé de s'orienter vers une conception architecturale bioclimatique et des choix de matériaux à faible impact comme le typha et la terre. L'incrémentalité des logements permettra aux habitant·es d'agrandir et modifier progressivement leur habitat tout en garantissant son accessibilité financière.

Prendre soin de la forêt existante

ACOVICUPA, ACOVIAMET ET FUNDASAL

Une zone de forêt protégée couvre plus de la moitié du terrain acquis par les coopératives. Les membres ont décidé de profiter de cette opportunité pour apporter une plus-value environnementale à leur projet de quartier, notamment en proposant des activités touristiques orientées vers la connaissance et le respect de l'environnement et la valorisation des produits locaux, comme des dégustations de produits issus de leur production. Un sentier pédestre et des miradors ont été aménagés dans cette zone. En bordure, un potager collectif et alimentaire a été planté. Pour les coopératives, adopter une approche collective de respect et de soin de la biodiversité présente sur le site est un aspect essentiel de la qualité de vie qu'elles souhaitent pour leur projet d'habitat.

Transformer les liens entre milieux naturels, espaces de vie et bien-être

En dehors des habitats coopératifs, si les femmes sont rarement propriétaires de leur logement, ce sont elles qui sont chargées de le gérer et d'en prendre soin, qu'elles cohabitent ou non avec d'autres personnes. Elles sont responsables de l'entretien quotidien, du contrôle et suivi de l'état, de trouver des solutions et de financer ou cofinancer des éventuels travaux. En général, ces tâches indispensables représentent une charge importante mais sont peu valorisées, et sans titre foncier, ne garantissent pas de rester à long terme.

L'approche collective proposée par le modèle des coopératives offre l'opportunité aux futur·es habitant·es de se réapproprier l'acte de concevoir, bâtir et entretenir pour transformer leur perception du *care* de l'habitat à travers le lien entre préservation des milieux naturels, espaces de vie et bien-être. Les coopératives, accompagnées de Fundasal, se sont orientées vers des techniques constructives locales en terre, écologiques et accessibles financièrement. Certaines de ces techniques demandent certes un entretien régulier, mais avec un faible pourcentage d'intrants et surtout la possibilité de le faire soi-même, par ailleurs, elles garantissent un logement sain et adapté au climat. Ces techniques aujourd'hui valorisées dans le cadre des coopératives, ne le sont pas forcément plus largement, les membres souhaitent donc que les résultats du projet participent à revaloriser ces filières de construction de manière plus large.

« Certaines activités sont maintenant valorisées dans le cadre des coopératives, mais pas dans le reste de la société, comme produire des adobes et construire en terre. »
Une membre de coopérative de logement au Salvador

En validant leurs connaissances dans le domaine de la construction, les coopératrices renforcent et légitimisent leur confiance dans les prises de décision au sujet de la construction, mais aussi de son futur entretien. Des ateliers de réflexions techniques sur les extensions et l'entretien des logements ont permis de définir une approche commune. Ces tâches d'entretien, vues comme essentielles dans le cycle de production de l'habitat sont ici valorisées en tant que savoir-faire.

LA DIVISION GENRÉE DE L'ESPACE BÂTI ET AMÉNAGÉ

LES ESPACES BÂTIS NE SONT PAS NEUTRES

Contrairement aux idées reçues, l'espace public n'est pas neutre, tout le monde ne s'y sent pas légitime, il est inégalitaire à la fois sur le plan physique et symbolique. Il est le reflet et le cadre des inégalités sociales qui s'y jouent et participe à perpétuer des normes de genre qui désignent les hommes comme piliers de famille, avec un accès facilité à l'espace public, et les femmes comme pourvoyeuses de soins, reléguées dans les espaces domestiques et ses rues environnantes.

Cette relation public-privé est étroitement liée à la conception du logement. Ce dernier est le lieu des premières expériences sociales et, par conséquent, c'est aussi le lieu où se développent les premières relations entre les genres. C'est donc dans l'espace intérieur du foyer que les interactions et rôles sociaux, qui perpétuent des relations de pouvoir, établissent les normes et les formes[1].

La division des sphères reproductive, productive et communautaire peut ici être analysée non pas en fonction du temps investi dans chacune d'elles, mais en fonction de la quantité d'espace utilisé. On peut alors observer que la sphère reproductive est celle qui a le plus besoin d'espace pour se développer et que bien souvent sa taille et sa qualité sont reléguées au second plan[2]. Ce sont donc le plus souvent les femmes qui subissent les conséquences de ce manque de confort sur leur santé et leur bien-être.

Cette division genrée de l'espace laisse de côté d'autres manières de vivre et d'habiter où les activités productives et reproductives sont imbriquées, où les tâches du *care* ont une autre valeur, et où les usages des espaces reproductifs ont changé. Au Sénégal et au Salvador, comme ailleurs dans le monde, les femmes vendent des aliments qu'elles préparent dans leur cuisine, des produits de leur potager et de leurs petits élevage (oeufs, légumes, etc.), ou offrent des services comme la couture, la coiffure, etc. dans leur maison. Dans ces cas, la production pénètre dans la maison, brouillant les frontières entre les sphères publiques et privées.

Même si à lui seul, l'espace aménagé et bâti n'a pas le pouvoir de lutter contre les inégalités de genre, il peut y participer en repensant l'espace à travers une grille de lecture sensible au genre.

1 COL·LECTIU PUNT6 (2017)
2 Idem



Atelier de conception urbaine participative, Cuna de la Paz, Salvador, janvier 2020.


Cooperativas ACOVICUPA Y ACOVIAMET:
¡¡TUS LUCHAS Y TUS CAUSAS SON
NUESTRAS TAMBIÉN!!
Por el derecho humano a la
a la ciudad y al territorio



Une attention particulière a été portée à la qualité des rues : éviter des espaces pouvant générer de l'anxiété et assurer des cheminements alternatifs. Chaque îlot a accès à un espace public central bien connecté qui, en apportant de la vitalité, augmente le sentiment de coveillance.

Les projets d'amélioration des quartiers portés par la FSH sont un moyen pour les femmes d'accéder à l'espace public. En participant aux choix et à l'identification des priorités d'amélioration des quartiers, elles réfléchissent de quelle manière les espaces publics peuvent être utilisés par différents publics et elles valorisent leur connaissance de leur quartier. Toutefois, elles constatent que même lorsqu'elles entreprennent d'améliorer des espaces publics pour les rendre plus inclusifs, ce sont les hommes qui restent les principaux utilisateurs. En effet, même si la conception spatiale peut influencer les rapports sociaux de genre, elle ne peut pas faire l'économie d'une transformation sociale.

La proximité urbaine

Le projet de la cité-FSH propose de faire un pas de plus en intégrant une perspective de genre et diversité dans le concept global d'aménagement du quartier. Comme souvent ailleurs dans le monde, et à l'inverse des hommes, les femmes sénégalaises se déplacent à pied et en transport en commun dans un périmètre restreint qui correspond souvent au quartier de résidence. C'est pourquoi un aspect central du projet se situe dans la proximité spatiale entre les logements avec les différents espaces de relations sociales (rue, place, marché,...) et avec les équipements du quartier. Le centre du futur quartier, pensé comme une véritable colonne vertébrale relationnelle et piétonne, est constitué d'une suite d'espaces piétons de différentes natures et de différents usages : places de jeux, terrains de sport, espaces verts, placettes à usage flexible. Il est prévu que tous les équipements aient une connexion directe à cette rue centrale. L'accès aux logements se fait dans les rues à mobilité mixte, sans être éloigné de cette artère piétonne centrale.

Diversifier en multipliant les espaces de liens sociaux

Le choix a été fait de diversifier les espaces publics en réduisant leur taille, tout en les multipliant et en les répartissant dans le quartier. Cette approche permet un usage simultané et très divers des espaces tout en répondant à la nécessité d'avoir des places de jeux de proximité pour les enfants en bas âge. Il est aussi prévu qu'un bureau de la FSH soit implanté au centre du quartier en lien avec un espace extérieur pour des événements publics.

Un sentiment d'autonomie en milieu urbain

Un sentiment d'autonomie est ressenti lorsque les espaces habités et utilisés sont perçus comme sûrs, qu'ils suscitent la confiance pour être utilisés sans restrictions et que les conditions d'accessibilité sont universelles compte tenu des conditions physiques et sociales de chacun·e. Dans ce sens, une attention particulière a été portée à la qualité des rues pour éviter des impasses, des espaces isolés et peu illuminés pouvant générer de l'anxiété et assurer des cheminements alternatifs. Aussi, chaque îlot a accès à un espace public bien connecté qui, en apportant de la vitalité, augmente le principe de coveillance.

Partir de la réalité quotidienne pour concevoir

ACOVICUPA,
ACOVIAMET ET
FUNDASAL

Le processus de co-conception mené avec les coopératives a permis de définir une compréhension commune des besoins et leur traduction spatiale dans le plan d'aménagement urbain du quartier et dans la conception des maisons.

En partant des réalités quotidiennes des familles, les liens de proximité entre les différents espaces publics, les équipements et les logements ont été identifiés. Des groupes d'équipements et d'espaces relationnels indissociables ont été établis. Par exemple, la nécessité d'avoir une place de jeux à côté du bâtiment collectif où ont lieu les réunions est ressortie très clairement des échanges. De même, le lien de proximité entre la cuisine communautaire, la place de jeux et le potager collectif a été pris en compte dans une logique de complémentarité d'activités. Par contre, selon les échanges, les ateliers d'artisanat doivent être proches des lieux destinés au tourisme de proximité, mais plutôt éloignés des logements dû aux émanations de certains produits et au bruit.

Ces réflexions ont permis de prendre conscience collectivement de l'intérêt d'avoir une interface d'espaces publics destiné au tourisme et à la vie communautaire, qui a été implantée entre la partie de forêt protégée d'un côté du terrain et la partie résidentielle de l'autre côté. Cette interface se situe dans la partie haute profitant ainsi d'une vue panoramique privilégiée.

Le processus de co-conception mené avec les coopératives a permis de définir une compréhension commune des besoins et de leur traduction spatiale dans le plan d'aménagement urbain du quartier.

Il est intéressant de mentionner qu'une réflexion importante a eu lieu au sujet de la dimension collective-privée des terrains autour des logements. En effet, le contexte culturel et sécuritaire régional propose un modèle d'habitat généralement clos d'un mur d'enceinte élevé. Dans le cadre du projet, la forte dimension collective suggère de repenser ce modèle pour une éventuelle mutualisation des jardins, la propriété du terrain étant de tout façon collectivisée. L'image idéale de la propriété n'est pas facile à transformer car elle touche des présupposés socioculturels bien implantés, même s'ils ne sont pas forcément très anciens.

S'adapter aux besoins changeants des habitant·es

L'implantation et le caractère incrémental des maisons a été conçu de manière à prendre en compte les besoins futurs liés à une augmentation du nombre de membre dans le ménage ou au développement de futures activités économiques : cultiver des légumes, tenir un petit commerce, un petit restaurant de *pupusas* (galettes fourrées traditionnelles) ou un atelier de couture, etc.. Ces espaces situés à l'intérieur ou aux abords du logement et destinés à des activités économiques représentent un filet de sécurité important pour beaucoup de membres des coopératives en leur garantissant un revenu ou une retraite.

LES INTÉRÊTS PRATIQUES ET STRATÉGIQUES DU POINT DE VUE DU GENRE

Les femmes, les filles et les minorités de genre sont sous-représentées dans les organes de décision. Pour parvenir à agir sur les rapports de genre et entraîner des changements sociaux dans le secteur de la production de l'habitat, la représentativité de toutes et tous est primordiale et doit être assurée lors de chaque étape des processus, en offrant des espaces adéquats où chacun·e peut participer à évaluer ses besoins et ceux de sa communauté, co-définir les stratégies de projet et être représenté·es équitablement dans les ressources humaines lors de la mise en œuvre des interventions.

Deux niveaux d'action s'articulent, et bien souvent, c'est leur prise en compte simultanée qui contribue à un changement durable et pertinent :

LES BESOINS PRATIQUES

Cela concerne les besoins immédiats, tels que les soins de santé, l'emploi, l'eau, la nourriture et un logement. Ils sont faciles à identifier et peuvent généralement être satisfaits par des apports matériels. La réponse à ces besoins ne modifie pas forcément les situations d'inégalités.

LES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES

Ce sont des intérêts liés aux contextes politiques, culturels, sociaux-économiques, qui fondent des situations inégalitaires structurelles. L'accès à la propriété foncière, à la sphère politique et décisionnelle, l'égalité salariale, les violences basées sur le genre ou la valorisation des tâches invisibles du *care* réfèrent à des dimensions stratégiques de réduction des inégalités. Leur prise en compte implique un changement dans les relations de pouvoir et de contrôle entre les genres, et se décline à plus long terme.



Aide mutuelle, chantier des maisons en adobe renforcé à Cuna de la Paz au Salvador, janvier 2020.



INTÉRÊTS PRATIQUES ET STRATÉGIQUES DU POINT DE VUE DU GENRE



L'articulation entre des démarches communautaires et des interventions d'acteurs publics à différentes échelles, locales et nationales, procure une dimension stratégique aux actions.

La démarche des projets portés par la FSH répond de plusieurs manières aux besoins pratiques de ses membres et contribue de plus en plus à leurs intérêts stratégiques.

Une réponse aux besoins de logement

Les projets d'amélioration des logements répondent en grande partie aux besoins pratiques des membres de la FSH, à travers l'accès à un habitat amélioré, à des revenus propres et collectifs et à l'amélioration des quartiers par des mesures de réduction d'impacts des inondations. Certaines de ces mesures permettent aux familles de vivre plus dignement et de réduire leurs dépenses dans des mesures préventives très coûteuses à chaque hivernage.

A travers les formations dispensées sur la gestion administrative, les groupements ont consolidé leurs épargnes. Ils sont aujourd'hui en mesure d'épargner plus longtemps, de plus grosses sommes et de les investir dans des projets solides d'AGR collectives ou de projets individuels d'habitat.

La dimension stratégique du plaidoyer pour les femmes

Très tôt dans les programmes, les groupements ont bénéficié de renforcement de compétences et de capacités qui leur ont permis d'être outillés pour mener un plaidoyer solide et engagé auprès des institutions étatiques et des collectivités territoriales et de faire entendre leur voix.

Avec l'appui d'UrbaSEN, la FSH est devenue un acteur incontournable du développement local urbain en banlieue de Dakar et dans les autres régions d'intervention. Les programmes de réduction de l'impact des inondations ont contribué à renforcer le pouvoir d'agir des habitant·es des quartiers précaires, qui sont devenu·es plus résilient·es face aux problématiques d'inondations, tout en améliorant leurs conditions de vie et l'environnement de leur quartier. L'articulation entre des démarches communautaires d'amélioration de l'habitat et d'aménagements urbains et les interventions d'acteurs publics à différentes échelles, locales et nationales, procure une dimension stratégique aux actions.

Un véritable changement social structurel est venu avec le projet de la cité-FSH. En proposant un accès à la propriété foncière, ce projet apporte une dimension supplémentaire aux intérêts stratégiques de ses membres.

Les besoins pratiques

Le processus de réalisation du quartier de Cuna de la Paz répond pleinement aux besoins essentiels d'un logement digne et adapté aux membres des coopératives. En proposant des formations techniques dans le secteur de la construction et en renforçant les compétences de gestion des stocks et de l'organisation du travail sur le chantier, les membres des coopératives acquièrent de nouvelles capacités pouvant être utiles à la génération d'un revenu à l'avenir.

Par ailleurs, pouvoir réduire la part des dépenses actuelles pour la location d'un logement est un soulagement important pour les membres qui peuvent allouer une plus grande part de leur revenu à d'autres besoins essentiels comme l'alimentation, l'éducation et la santé.

Les intérêts stratégiques

La politique institutionnelle de Fundasal porte un regard particulier aux processus de renforcement des capacités éducatives et organisationnelles des communautés et des coopératives à travers une approche holistique de l'habitat, qui inclut une compréhension du fonctionnement et des rythmes socioculturels de la communauté et des femmes dans ces espaces. Les groupes vulnérables sont responsabilisés et habilités à prendre des décisions et ainsi pouvoir les intégrer dès le départ dans les changements qui auront un impact direct sur leurs conditions de vie.

Par ailleurs, Fundasal s'efforce constamment à transformer la pensée de ses équipes pour aller à contre-courant et à encourager les processus collectifs plutôt qu'individuels, tout en étant conscient des limites de ses actions. Le projet de Cuna de la Paz offre un microcosme capable de changer les rôles et la valeur de certaines activités comme l'entretien et le soin de l'habitat, mais ce n'est pas le reflet de la société. Contribuer à la réduction des inégalités de genre à travers un changement social profond, est un processus de longue haleine.

Même si les femmes cantonnées dans la sphère domestique ont peu accès à l'information, dans les coopératives elles se sentent capables de prendre des décisions informées sur de nouveaux sujets qu'elles ne maîtrisaient pas avant. Cela contribue à créer de nouveaux modèles de genre, comme ceux proposés et construits à travers des femmes maçonnes, jeunes ou plus âgées, aux expériences sociales très diverses qui contribuent à un changement dans la représentativité des genres dans un secteur très masculin. En systématisant les récits de vie de ces femmes, les coopératives entrouvrent une possible transformation des rôles construits par le système patriarcal.

Si, podemos hacerlo (oui, nous pouvons le faire) évoqué par plusieurs coopératrices, que cela soit dans le secteur de la construction, mais aussi en termes de pouvoir d'agir sur les conditions de sa propre vie et de celles de sa communauté, est une dimension stratégique centrale de leur démarche.

ACOVICUPA, ACOVIAMET ET FUNDASAL

« Si, podemos hacerlo » évoqué par plusieurs coopératrices revêt une dimension stratégique centrale de la démarche engagée, que cela soit dans le secteur de la construction, ou en termes de pouvoir d'agir sur les conditions de sa propre vie et de celle de sa communauté.



En acquérant un pouvoir de convaincre, les membres de la FSH gagnent la légitimité d'être pertinentes dans la sphère publique.

LE CADRE DE LONGWE

Le cadre d'analyse de Sara Hlupekile Longwe propose de mesurer les processus d'autonomisation des femmes à partir d'une échelle à 5 niveaux qui peut être utilisée comme cadre de référence pour mesurer les progrès vers une plus grande égalité, en commençant par la satisfaction des besoins fondamentaux et du bien-être au niveau 1, jusqu'à l'égalité de contrôle des ressources, des choix et des décisions au niveau 5.

Les deux projets analysés selon ce cadre (cf. droite et page suivante) abordent favorablement les 5 niveaux. Mais, on remarque que ces processus sont loin d'être linéaires. Au cours du processus, il faut/a fallu parfois repasser par le niveau 1 des besoins fondamentaux pour amplifier les champs de l'égalité.

http://awidme.pbworks.com/w/page/36322701/Women's%20Empowerment%20Framework

L'empowerment des femmes à travers la FSH, Sénégal

Les femmes de la FSH qui tentent, par l'amélioration et la construction de leur habitat, de sécuriser leur avenir et d'assurer une place pour elles et leurs familles dans la ville de Dakar, représentent en soi un exemple fort d'*empowerment*. La FSH est un réseau créé et géré par des femmes qui sont devenues actrices de leur émancipation. Aujourd'hui, c'est un réseau qui a acquis une forte capacité de mobilisation de femmes et d'hommes, de divers statuts sociaux, âges et situations familiales.

Plusieurs membres du réseau ont spécifié que « c'est l'engagement de femmes qui a permis de convaincre des hommes » et donc d'initier un changement social dans les rôles de genre. En acquérant un pouvoir de convaincre, elles gagnent la légitimité d'être pertinentes dans la sphère publique. Aujourd'hui, dans les réseaux et dans les quartiers d'intervention, des femmes prennent la parole en public et sont entendues par des institutions publiques au sujet des demandes d'amélioration des quartiers. Le fait de savoir s'organiser est mieux valorisé, alors que c'est une compétence socialement associée au féminin et donc invisibilisée.

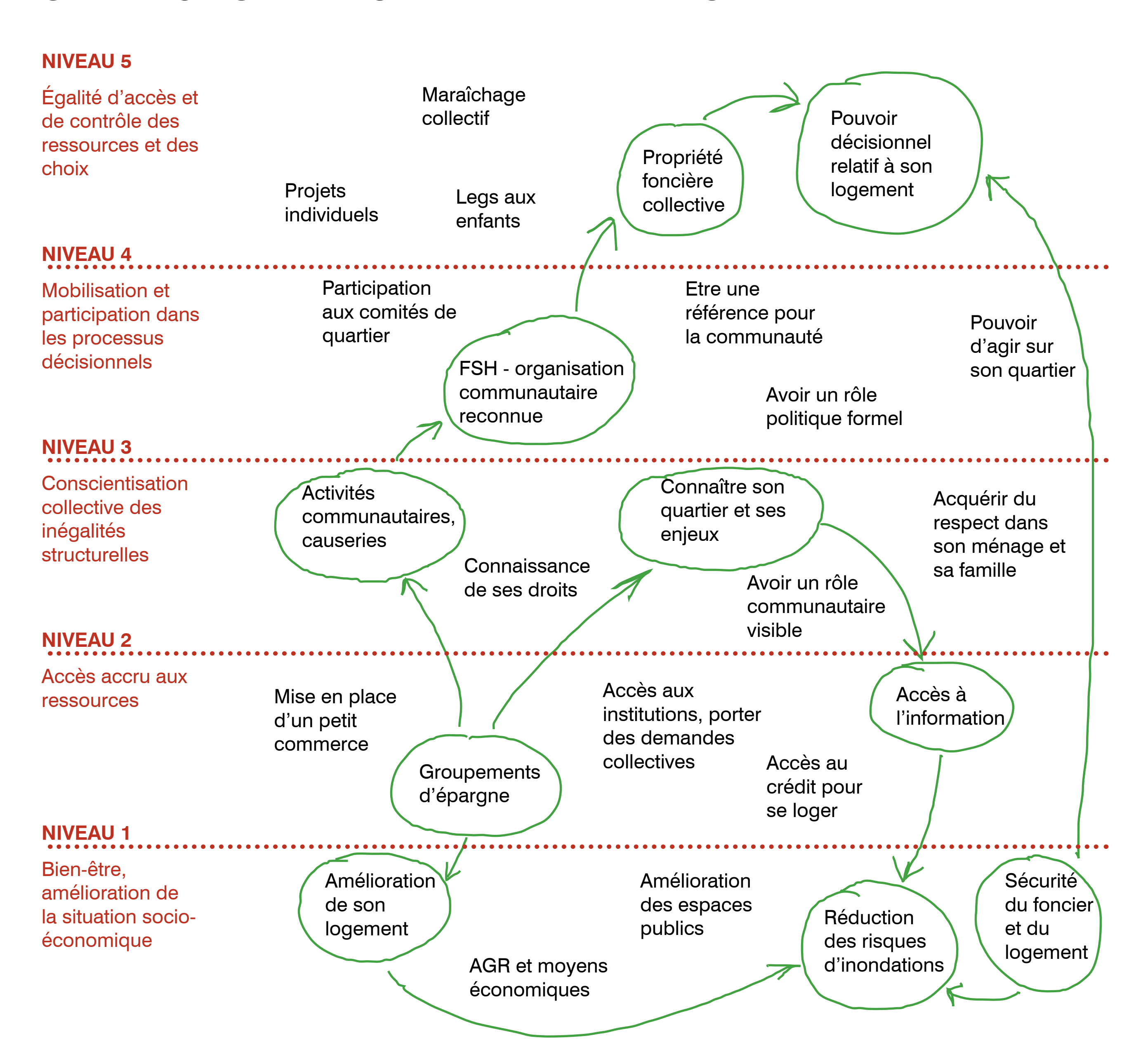
L'accès au foncier, autre brèche dans les barrières socioculturelles

L'accès au foncier des femmes constitue une autre brèche importante dans les barrières socioculturelles dakaroises. A ce sujet, la chercheuse Emilie Pinard relève que le fait d'être propriétaire ne transforme pas automatiquement les rapports de genre dans le ménage et ne garantit pas forcément une plus grande autonomie, mais il représente une forme de contestation face à l'autorité de l'État, des constructeurs, du mari ou des parents. De plus, il offre l'avantage d'élargir le champ des possibles, car c'est en ayant une plus grande conscience des options et des choix possibles que les femmes propriétaires peuvent réaliser des actions qui mèneront à des transformations sociales.

E. Pinard a conduit une thèse sur le lien entre la production de l'habitat et les transformations des rapports de genre à Pikine, dans l'agglomération de Dakar[1]. Selon elle, pour ces femmes, le processus de production de l'habitat en lui-même représente une voie vers de nouvelles opportunités sociales et économiques porteuses d'une plus grande sécurité et d'une autonomie pour construire son futur. Transformer activement sa maison est donc souvent plus important que l'obtention d'un bâtiment terminé. C'est ainsi que l'*empowerment* peut être défini comme un processus de transformation multidimensionnelle centré sur une plus grande capacité de faire des choix. Dans ce sens, la capacité des femmes à prendre des décisions éclairées à propos de leur logement devient un indicateur important de transformations sociales.

1 *Pinard (2014)*

STRATÉGIES D'*EMPOWERMENT* DE LA FSH



EMPODERAMIENTO D’ACOVICUPA & ACOVIAMET

NIVEAU 5

Égalité d’accès et de contrôle des ressources et des choix

Legs aux enfants

Projets individuels

Co-conception et co-construction d’un projet d’habitat

Propriété foncière collective

Pouvoir décisionnel relatif à son logement

NIVEAU 4

Mobilisation, participation dans les processus décisionnels

Alliances et partenarariats avec un focus genre

Fonctionner en coopérative

Faire partie des comités d’une coopérative

Co-construire le vivre-ensemble

Participer à une dynamique collective

NIVEAU 3

Conscientisation collective des inégalités structurelles

Échanges avec d’autres coopératives et communautés de femmes

Avoir un rôle communautaire visible

Prise de conscience des inégalités et de ses droits

Réseau de soutien mutuel

Espaces sécurisés

NIVEAU 2

Accès accru aux ressources

Gérer des fonds collectivement

Accès à des connaissances techniques en construction

Accès à l’information

Obtenir des fonds pour se loger

NIVEAU 1

Bien-être, amélioration de la situation socio-économique

Sécurité du foncier et du logement

Opportunités de revenu dans le secteur de la construction et du toursime

Construire son propre logement

Des femmes autogestionnaires de leur habitat

Acquérir de nouvelles connaissances, produire son propre logement, être capable de gérer des fonds, faire partie de l'administration de la coopérative font partie des résultats des différents processus de formation qui amènent les coopératrices de Cuna à devenir autonomes[1]. Avant de rejoindre ACOVICUPA & ACOVIAMET, beaucoup de femmes n'osaient pas exprimer leur opinion en public, les espaces de formation suffisamment sécurisés ont permis de renforcer l'estime de soi. Aujourd'hui, certaines d'entre elles prennent la parole en public et leurs contributions sont prises en compte.

L'appartenance à un groupe est aussi un aspect important de la démarche. L'autogestion et les échanges avec d'autres coopératives, encouragés par Fundasal, contribuent à créer des alliances et un réseau de soutien mutuel, non seulement en interne mais aussi en dehors. Depuis le début du projet, certaines membres ont rejoint d'autres réseaux de lutte contre les inégalités. La valeur culturelle et sociale, offerte par ces opportunités de voyager et d'échanger avec d'autres femmes inscrites dans des processus similaires au Salvador et en Mesoamérique, participe à créer des liens forts de solidarité.

Le coopérativisime, un outil de transformation individuelle, collective et sociale

A titre individuel, cette démarche a permis d'avoir une meilleure conscience de soi et d'identifier des situations injustes alors qu'elles étaient considérées comme naturelles auparavant. Le fait de se sentir capable de réaliser des tâches autrefois considérées comme inatteignables a renforcé l'auto-estime des participantes. A titre collectif, le concept de « se loger » est modifié en passant d'un modèle d'habitat individuel à un modèle communautaire où les besoins de chaque membre sont mis en commun pour être adaptés et aboutir à des alternatives.

L'inclusion des femmes dans la sphère du chantier est certes un espace gagné dans un secteur très genré, mais la conquête de ces espaces peine encore à remettre en question le déséquilibre dans la répartition des tâches du *care*. La multiplication des rôles sociaux de mère, épouse, commerçante ou artisane auxquels s'ajoutent de nouvelles responsabilités communautaires provoque une surcharge considérable pour certaines participantes. Mais, c'est un défi que le projet du vivre-ensemble est prêt à relever. En effet, au-delà de procurer la sécurité du logement, les valeurs partagées encouragent la vie communautaire. Le processus de co-conception et de co-construction du quartier contribue à renforcer les liens sociaux dans des espaces qui pourront être adaptés aux besoins changeants : au lieu d'être pensé comme un projet de 62 logements individuels et isolés, un seul habitat constitué de plusieurs unités de logement est proposé de manière à repenser l'articulation entre habiter et communs.

1 *Vaquerano Cativo (2021)*

ACOVICUPA,
ACOVIAMET ET
FUNDASAL

Le fait de se sentir capable de réaliser des tâches techniques, autrefois considérées comme inatteignables, a renforcé l'auto-estime de plusieurs membres.

DEUX RENCONTRES DE BÂTISSEUSES

En 2022, deux rencontres « Femmes bâtisseuses du Salvador » et « Habitat & Genre : élaboration de réflexions et alternatives » ont permis aux coopératrices de partager leurs expériences et de tisser des liens :

« *Créer des espaces d'échange et de réflexion collective, où l'on peut discuter des problèmes et des défis rencontrés dans la construction d'un habitat durable et inclusif à partir des divers territoires, est essentiel dans la poursuite d'un objectif commun de transformation sociale* ».

Rencontre mesoaméricaine Habitat & Genre, MAK, et al. 2022, https://umamexico.com/habitat-y-genero-mujeres-construyendo-un-habitat-sostenible-e-inclusivo/)

LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

1 APPROCHER LE PROJET	
L’approche genre n’est pas l’affaire des femmes	La déconstruction des stéréotypes de genre et la transformation des préjugés sociaux c’est l’affaire de tout le monde. Nous sommes tou·tes concerné·es, une transformation sociale plus égalitaire est profitable à tou·tes, pas seulement pour les femmes.
Les femmes ou les hommes ne représentent pas des groupes homogènes	Les expériences du Sénégal et du Salvador montrent que les femmes n’ont pas accès de la même manière aux dynamiques apportées par les projets selon leur statut social, marital, éducatif, etc. Alors que pour certaines, les difficultés de concilier enfants et activités communautaires représentent une barrière, d’autres pourront facilement déléguer mais seront confrontées à d’autres facteurs limitant comme l’accès au transport. D’autres encore, en raison de leur statut dans le ménage, mère célibataire ou nécessitant une autorisation du mari pour sortir, ne pourront pas assister facilement aux activités. La prise en compte de ces différentes perspectives et vécus sociaux qui cohabitent dans un groupe aux apparences homogènes peut se faire de différentes manières, notamment à travers des budgétisations spécifiques pour la mise en place d’une garde collective d’enfants, une cantine communautaire, un système de transport partagé, etc.
Intégrer une approche genre c’est aussi réfléchir aux nouvelles masculinités (antipatriarcales)	Un écart d’appropriation du sujet a été identifié lors des ateliers. Alors que beaucoup de participantes étaient déjà conscientes d’inégalités de genre vécues au quotidien, la majorité des hommes présents n’étaient pas familiers de ces thèmes et un besoin de pouvoir les aborder différemment, notamment à partir de leurs positions sociales, est ressorti. Pour prendre en compte ces différences, des ateliers sur le thème des nouvelles masculinités comme l’école des maris au Sénégal ont été évoqués. Même si ces thématiques ne sont pas toujours maîtrisées dans le cadre des partenariats, faire appel à d’autres organismes est une option très pertinente.
Les jeunes générations sont porteuses d’un avenir plus égalitaire si on le construit avec elles	Au Salvador, Fundasal encourage les jeunes à se retrouver en collectif pour participer au processus d’amélioration de l’habitat, à travers des rôles dans les communautés autour de l’information et de la sensibilisation sur des aspects de risques, mais aussi sur des questions de qualités constructives et de confort, et, surtout en intégrant notamment une perspective de genre dans la répartition des rôles dans leurs collectifs. Les normes inégalitaires et les stéréotypes fondés sur le genre se développent dès le plus jeune âge. Inclure les jeunes, filles et garçons, dans les processus de lutte contre les inégalités est essentiel. Ces activités sont souvent reléguées au deuxième plan dans le montage des projets, elles sont pourtant porteuses d’un avenir plus juste.

2 CONCEVOIR DES ACTIVITÉS

Les inégalités liées au patriarcat sont contextuelles, un diagnostic de genre est incontournable.	La tentation existe de vouloir calquer nos vécus liés aux inégalités de genre sur ceux des communautés avec lesquelles nous co-construisons des processus d'amélioration de l'habitat. Bien sûr, nous pouvons parfois faire des liens entre des stéréotypes de genre ou des mécanismes d'oppression qui se retrouvent dans plusieurs cultures. Mais les inégalités de genre se concrétisent de manière très différente dans chaque contexte socio-culturel, et la manière d'y faire face doit se construire à partir d'un diagnostic de genre, en évitant de fonder les actions sur des préjugés et des solutions qui auraient fonctionné ailleurs.
Au lieu de vouloir tout couvrir, construire des alliances	Intégrer une perspective de genre dans les processus d'amélioration de l'habitat n'est pas toujours aisé lorsque l'expérience accumulée est d'ordre technique et économique. Les alliances avec des ONGs/institutions qui maîtrisent cette question peuvent être d'un grand soutien dans la mise en place d'une approche de genre transversale. Travailler avec des bailleurs qui valorisent les questions de genre est un autre moyen de s'assurer d'une sensibilité et flexibilité suffisantes pour pouvoir allouer des ressources à ces actions.
Il faut des espaces spécifiques conçus pour aborder les inégalités de genre	Il est ressorti très clairement des expériences présentées ici la nécessité de concevoir des espaces de dialogue et d'échange adaptés aux thèmes des inégalités de genre. Au Salvador, avec une participation de plus de 90 % de femmes lors des deux rencontres, nationale « Femmes bâtisseuses » et internationale « Habitat & Genre », les participantes ont pris conscience de l'importance de ces temps d'échanges entre pairs qui facilitent la libération de la parole dans un cadre bienveillant et sécurisant. Ces espaces facilitent une compréhension commune des discriminations et violences vécues individuellement. Ne plus se sentir isolée face au sentiment d'injustice est fondamental dans un processus de reconstruction de l'estime de soi. Pour permettre aux participantes d'être pleinement présentes, une prise en charge des enfants est souvent nécessaire. Et même si le sujet d'un atelier cible l'habitat, il n'est pas rare que des vécus de violence soient partagés, il faut se préparer à y répondre ou savoir à qui référer.
Prévoir des activités spécifiques pour adopter une approche genre qui ne va pas de soi	Les ateliers, les réunions et les formations sur le genre organisés dans le cadre des partenariats avec la FSH et les coopératives ACOVICUPA & ACOVIAMET ont été identifiés comme essentiels par les participantes pour connaître ses droits et prendre conscience des inégalités de genre vécues au quotidien dans la sphère privée, mais aussi dans les sphères du travail et communautaire. La déconstruction des stéréotypes de genre et la transformation des préjugés sociaux ne va pas de soi, des activités de sensibilisation et de formation budgétisées et axées sur les inégalités de genre sont incontournables.

3 ANTICIPER DES RISQUES

Le risque de *backlash*[1] liés à la réduction des inégalités de genre doit être pris en compte 1 *Cf. glossaire p.9*	Le *backlash*, ou retour de bâton, lié aux avancées de droit et de liberté des groupes sociaux discriminés est un risque et une réalité à prendre en compte dans les processus de transformation sociale. Il se traduit fréquemment par une augmentation de la violence basée sur le genre, notamment au sein de la sphère privée. Une redistribution des rôles et un rééquilibrage des privilèges n'est pas toujours vécu positivement, surtout si ces processus n'incluent pas tous les pans de la société ou de la communauté. Des ateliers sur les nouvelles masculinités, évoqués plus haut, ou des alliances et partenariats sur ces thématiques sont des bons moyens d'élargir le champ d'action et réduire ce risque. Le changement social est lent, attention aux exigences trop élevées et trop rapides, adopter une approche itérative par étape permet de réajuster en cours de route.
La surcharge de responsabilités induite par les projets est un risque à prendre en compte	Un constat similaire est ressorti des ateliers dans les deux contextes : alors que les femmes accèdent à la sphère publique à travers des processus communautaires transformatifs, elles restent chargées de la gestion du quotidien dans leur ménage tout en continuant d'avoir la responsabilité d'apporter un revenu suffisant pour une partie ou l'ensemble de leurs besoins essentiels et ceux de leurs enfants. Aussi bien au Sénégal qu'au Salvador (et qu'en Europe) l'expérience montre que la barrière du privé est difficile à franchir. Dans ces deux cas, les solutions sont souvent individuelles et se concrétisent par la délégation des tâches domestiques à d'autres femmes, sans véritable redistribution des rôles. Dans les démarches en lien avec l'habitat, un soutien collectif, comme la mise en place de garderie, lessive ou repas communautaire, peut soulager des participantes tout en évitant de reporter cette charge sur d'autres femmes. De manière plus stratégique, la redistribution des rôles peut passer par la revalorisation des activités liées à l'entretien de l'habitat, souvent attribuées aux femmes. Par exemple, réaliser des formations techniques dans lesquelles les travaux d'entretien sont perçus comme une étape du projet de construction, ou proposer des stratégies d'entretien à moyen et long terme développées pour augmenter leur durabilité et qui ne constituent pas une charge pour les personnes qui les réalisent.
L'émergence de femmes leader ne signifie pas toujours un changement à l'échelle communautaire.	L'émancipation et l'accès au leadership d'un petit groupe de femmes est positif car il redistribue certains rôles communautaires et propose de nouveaux modèles de genre. Toutefois, au-delà d'un petit groupe d'élues c'est en adoptant une réflexion avec l'ensemble des membres de la communauté que les effets seront les plus profonds. Quels sont les obstacles que ces femmes vont rencontrer à court, mais surtout à long terme ? Quelles sont les transformations que ces nouveaux modèles apportent à l'échelle de la communauté et quelles transformations sont encore nécessaires pour réduire les inégalités de genre ? Des questions à prendre en compte en amont des projets.

La solidarité entre femmes est un outil collectif à construire et valoriser	A plusieurs reprises lors des ateliers au Sénégal et au Salvador, la dimension de solidarité entre femmes a été évoquée comme une découverte particulièrement positive des démarches d'amélioration de l'habitat dans lesquelles elles sont impliquées. Plusieurs femmes ont évoqué un sentiment de force et de confiance lié à ce partage collectif des difficultés. La construction d'une solidarité entre femmes, aussi appelée sororité, à travers les processus d'accès au logement, propose une perspective collective plutôt qu'individuelle au changement normatif et culturel et déconstruit les idées préconçues autour des relations féminines qui seraient naturellement concurrentielles et médisantes.
Proposer des nouveaux modèles dans le secteur de la construction, un défi de taille	Reflet d'un secteur de la construction très inégalitaire en Amérique centrale, une grande partie des connaissances techniques du chantier d'ACOVICUPA & ACOVIAMET est venue de figures masculines. L'intégration des femmes dans ce secteur serait certainement bénéfique pour tout le monde y compris les hommes, mais la résistance à reconnaître qu'une bâtisseuse est suffisamment qualifiée pour être employée en dehors des projets reste un défi de taille. Pour contribuer à déconstruire l'image particulièrement genrée du bâtisseur (associée à la force et à la maîtrise d'un savoir-faire qui serait inné) et redistribuer les rôles dans ce secteur, de nouveaux modèles plus égalitaires sont nécessaires. Une participante au chantier de Cuna de la Paz a d'ailleurs illustré cette idée en proposant de promouvoir des femmes bâtisseuses autant que des hommes soigneurs de vie dans leur coopérative.

4 DIAGNOSTIQUER ET MESURER

Le genre, un processus d'apprentissage à tous les échelons des partenariats	Prendre conscience d'un déséquilibre dans les rôles décisionnels d'un projet ou d'une organisation n'est pas aisé lorsqu'on a la certitude que l'égalité fait partie des valeurs internes. L'auto-diagnostic initié à travers les ateliers a permis aux organisations d'identifier des points d'attention à plusieurs échelons des partenariats. Intégrer le genre dans les actions n'est pas uniquement l'affaire des partenaires locaux ou des communautés locales, c'est une approche qui intervient à tous les échelons y compris les partenaires et bailleurs internationaux. Par exemple, imposer des quotas de genre dans le personnel local, c'est aussi adopter une politique d'égalité des chances au siège ou auprès des bailleurs.
Mesurer le changement avec des indicateurs sensibles au genre et budgétiser toutes les actions	Créer des critères, des indicateurs et des pratiques concrètes dans les projets d'amélioration de l'habitat dans une perspective de genre passe par la mise en place d'un suivi-évaluation sensible au genre et surtout une budgétisation visible de ces activités. → Voir dans les références p.56 : (DE LA PEÑA VALDIVIA, 2014) et (ESPLEN,2007)

CONCLUSIONS

Les rapports de genre structurent la vie quotidienne des habitant·es des quartiers précaires et leurs capacités à réaliser leurs aspirations. A l'heure de construire des démarches d'amélioration de l'habitat, la prise en compte de ces perspectives et vécus sociaux différenciés est essentielle.

Il n'est aujourd'hui plus à démontrer que les femmes habitantes des quartiers informels ou en situation de précarité résidentielle vivent une expérience sociale spécifique influencée par leur genre.

Au Sénégal, plusieurs femmes mariées membres de la FSH ont souligné que, même si elles ont accès à un logement dans la maison de leur mari ou de leur frère, elles se sentent vulnérables en terme résidentiel, et ce, peu importe leur revenu ou la position économique de leur famille. Au Salvador, des femmes des coopératives ACOVICUPA & ACOVIAMET expliquent que, quelle que soit leur situation maritale et la situation économique du père de leurs enfants, ce sont elles qui assument les tâches domestiques, ainsi que les principales dépenses pour le logement et les produits de première nécessité pour elles-mêmes et leurs enfants. C'est dans ce sens et ce contexte de répartition des rôles et des tâches que la sécurité du logement des femmes est aujourd'hui un moyen de garantir la stabilité de la famille entière.

A travers la transformation des rôles de conception, de construction, de gestion de chantier, d'entretien, et d'usage, la production du logement, comme processus dynamique, peut constituer un levier d'émancipation particulièrement significatif pour les femmes.

Les processus de production et d'accès à l'habitat décrits ici montrent que le champ des responsabilités des femmes s'élargit. Au Sénégal, les femmes peuvent mobiliser leurs revenus pour l'amélioration ou la construction de leur logement. Au Salvador, la participation et la gestion de chantier sont gérées par des comités constitués majoritairement par des coopératrices.

Pourtant, la conformité au rôle de mère semble rester centrale dans les choix de ces femmes, et elle se traduit par une préoccupation prioritaire de laisser un bien durable à leurs enfants, avant même de penser à leur propre bien-être. Pour entrevoir une transformation sociale des rapports de genre et un réel *empowerment* des femmes, la prochaine étape serait de pouvoir assurer que cette féminisation des responsabilités économiques et techniques offre un réel rééquilibrage des rôles sociaux de genre et une revalorisation des activités du *care*.

Au vu des résultats des ateliers menés au Sénégal et au Salvador, cela semble être en partie le cas. Mais qu'en est-il des répercussions et de l'impact en dehors de ces processus amélioration de l'habitat présentés ici ? Comment dépasser le cadre « privilégié » de ces projets ?

En examinant les liens entre les inégalités sociales et de genre avec la répartition des espaces du logement, la forme urbaine, l'utilisation des sols et les impacts environnementaux, on se rend compte que la planification de l'habitat, des quartiers et des villes durables implique d'aborder ces questions de manière transversale.

Se réapproprier les outils décisionnels autour de son logement participe à faire des choix informés sur les matériaux de construction, sur leurs avantages et inconvénients, sur les techniques constructives et les risques associés et comment les prévenir, sur l'aménagement des espaces privés et communautaires tout en prenant conscience du fait que les normes culturelles ou formelles qui les dimensionnent participent à promouvoir des sociétés inégalitaires.

Les différentes formes d'habitat collectif, comme les habitats participatifs, ou les coopératives d'habitation, proposent de repenser la manière de « se loger » en favorisant les activités collectives de *care* propices au partage des espaces dans une conception des communs comme vecteur de vie hors d'une logique de marché.

Valoriser le domaine du *care* est un enjeu de notre époque. Pendant des décennies, ces tâches essentielles au maintien de la vie ont été rendues invisibles, sous-évaluées et réduites au silence. Aujourd'hui, et face à la crise sociale et climatique, prendre soin de la planète et des êtres qui l'habitent est un point de départ essentiel pour avancer vers un monde plus durable et juste.

La transformation de l'acte de « se loger » passe par la revalorisation des tâches du *care* : un habitat qui prend soin de ses habitant·es et dont on prend soin dans un principe de réciprocité est une réponse possible à la précarité du logement, au développement de villes inclusives et aux enjeux climatiques actuels.

RÉFÉRENCES

Approche genre (et développement)

BATLIWALA, S. et al., 2010. Saisir l'évolution des réalités des femmes : un examen critique des approches et des cadres actuels en matière de suivi et d'évaluation. AWID, Canada. https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/saisir_levolution_des_realites_des_femmes.pdf

BRAIDOTTI, R. et al., 2018. « Les femmes, l'environnement et le développement durable ». VERSCHUUR, Christine (dir.), Genre, mouvements populaires urbains et environnement. Genève : Graduate Institute Cahiers genre et développement. p. 19-29. http://books.openedition.org/iheid/5787

COORDINATION SUD. Guide d'appui à l'intégration de l'approche genre dans son organisation. Coordination SUD. https://www.coordinationsud.org/document-ressource/guide-integration-genre/

CHARLIER, S., 2017. Genre et empoderamiento. Bruxelles : Le monde selon les femmes. Coll. Les essentiels du genre, 16. https://www.mondefemmes.org/produit/genre-et-empoderamiento-empowerment-meme-concept/

F3E, 2021. Genre et développement, fiches pédagogiques - réédition augmentée. Coordination Sud et F3E. https://f3e.asso.fr/wp-content/uploads/F3E-fiches-pedagogiques-genre-et-developpement-2021.pdf

GRABOWSKI, A. et al., 2020. Des projets en faveur de l'egalite femmes-hommes ? Analyse des projets de bailleurs de fonds qui transversalisent l'égalité femmes-hommes afin d'évaluer la qualité de l'intégration et du marquage. Oxfam. https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620945/rr-are-they-really-gender-equality-projects-donors-050220-fr.pdf;jsessionid=32C953DCEDD116DD76349923AD9ED0D2?sequence=8

IMODC, 2020. Killings of women and girls by their intimate partner or other family members. UNODC. https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/crime/UN_BriefFem_251121.pdf

NISDR, PNUD, UICN, 2009. Intégration de la dimension de genre dans la réduction des risques de catastrophes. ONU. https://www.unisdr.org/files/9922_publicationintgrationdugenredanslar.pdf

TILLOUS, M. et al., 2016. Boîte à outils genre, transport et mobilité. AFD. https://www.afd.fr/fr/ressources/boite-outils-genre-transport-et-mobilite

WORLD BANK, 2020. Gender Equality and Women's Empowerment in Disaster Recovery. World Bank. http://hdl.handle.net/10986/33684

Genre et nouvelles masculinités

GOVERS, P.. et al., 2014. Genre et masculinités. le Monde selon les femmes. Bruxelles . Coll. Les essentiels du genre, 13. 2014_EssentielsGenre_13GenreMasculinites.pdf

GOVERS PIJOAN, A., 2018. Masculinités en transition. Le Monde selon les femmes. Bruxelles. Coll. Recherche & plaidoyer, 23. 2018_RP23_Masculinités-en-transition.pdf

Approche genre et habitat

BONVALET, C. et al., 2021. Le monde privé des femmes : Genre et habitat dans la société française. Paris : Ined Éditions. 312. Questions de populations. http://books.openedition.org/ined/17315 ISBN 978-2-7332-9032-3.

GRABE, S. et al., 2015. « Women's Land Ownership and Relationship Power: A Mixed Methods Approach to Understanding Structural Inequities and Violence Against Women ». In : Psychology of Women Quarterly. 2015. Vol. 39, n° 1, p. 7-19. https://doi.org/10.1177/0361684314533485

HAYDEN, D., 1980. « What Would a Non-Sexist City Be Like? Speculations on Housing, Urban Design, and Human Work ». In : Journal of Women in Culture and Society. 1980. Vol. 5, n° S3, p. S170-S187. https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/495718

JANE, P., 2019. Beyond Building: How Social Norms Shape Low-Income Home Construction. Habitat for Humanity. https://www.habitat.org/sites/default/files/documents/TCIS_Social%20Norms_Exec%20Summary%20Final.pdf

METH, P. et al., 2019. « Gendered il/legalities of housing formalisation in India and South Africa ». In : Environment and Planning A: Economy and Space. 2019. Vol. 51, n° 5, p. 1068-1088. http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0308518X18792898

PATEL, S. et al., 2016. « "We beat the path by walking": How the women of Mahila Milan in India learned to plan, design, finance and build housing ». In : Environment and Urbanization. 2016. Vol. 28, n° 1, p. 223-240. http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0956247815617440

PINARD, É., 2014. Construire son futur, production de l'habitation et transformation des rapports de genre à Pikine, Sénégal. Canada. Pinard - «Construire son futur» Production de l'habitation .pdf

VAQUERANO CATIVO, Y., 2021. «El cooperativismo de vivienda por ayuda mutua como oportunidad de desarrollo para las mujeres a través de su participación» travail de master, Uni. José Simeon Canas, Salvador.

Care, habitat et genre

GABAUER, Angelika, KNIERBEIN, Sabine, COHEN, Nir, et al., 2022. Care and the City, encounters with Urban Studies. Routledge. New York, London. https://www.taylorfrancis.com/pdfviewer/

TRONTO, J., 2009. Un monde vulnérable , pour une politique du care. La découverte. Paris, France. https://www.editionsladecouverte.fr/un_monde_vulnerable-9782707157119

VALDIVIA, Blanca, 2018. « Del urbanismo androcéntrico a la ciudad cuidadora ». In : Hábitat y Sociedad. 2018. n° 11, p. 65-84. https://institucional.us.es/revistas/habitat/11/Hys11-mon04.pdf

Intégration du genre dans les projets d'habitat

DDC, 2019. Analyse de genre : guide pratique. https://www.shareweb.ch/site/Gender/Documents/Gendernet%20Toolbox/Methodic/Gender%20Analysis/Gender%20Analysis%20FR%20190426.pdf et comment intégrer la perspective genre dans la gestion du cycle de projet. https://www.shareweb.ch/site/Gender/Documents/Gendernet%20Toolbox/Methodic/Gender%20in%20PCM/Gender%20in%20PCM_FR.pdf

GPURL, GPSC, 2021. Addressing Gender Gaps in Housing Interventions : guidance note. World Bank, Washington, DC. https://www.thegpsc.org/sites/gpsc/files/addressing_gender_gaps_in_housing_interventionsfinal.pdf

GSC, 2013. Guidance on mainstreaming gender and diversity in shelter programmes. global shelter cluster. https://www.sheltercluster.org/sites/default/files/docs/4_3_sc_gender_and_diversity_guidance_final_25_october_2013_1.pdf

THIERRY A.-F., 2020. Intégration du Genre dans les actions de développement des villes Guide à destination des villes et associations de villes membres de l'AIMF. http://aimf.asso.fr/IMG/pdf/guide_integration_genre-villes_membres_aimf-mars_2020.pdf

UN-HABITAT, 2012. A Compendium of Case Studies on Gender Mainstreaming Initiatives. https://unhabitat.org/a-compendium-of-case-studies-on-gender-mainstreaming-initiatives-in-un-habitat

UN-HABITAT, 2013. Gender Responsive Urban Planning and Design. https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/Gender%20Responsive%20Urban%20Planning%20and%20Design.pdf

Outils de diagnostic et évalution

ACIOLY JR.,et al., 2011. A Practical Guide for Conducting Housing Profiles. UN-HABITAT. https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/A%20Practical%20Guide%20for%20Conducting%20Housing%20Profiles%20-%20Revised%20Version.pdf

CITIES ALLIANCE CITIES, 2020. Cities for Women - Urban Assessment Framework Through a Gender Lens. UNOPS. https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/2020-11/Cities%20for%20Women%20-%20Urban%20Assessment%20Framework%20Through%20a%20Gender%20Lens.pdf

CAIMI, A. et al., 2015. Assessing local building cultures for resilience & development: a practical guide for community-based assessment. Villefontaine, France : CRAterre éditions. https://craterre.hypotheses.org/999

COL·LECTIU PUNT 6, 2017. Entornos habitables. Auditoría de seguridad urbana con perspectiva de género en la vivienda y el entorno. https://www.punt6.org/wp-content/uploads/2022/04/libro_Entornos-habitables_ES.pdf

DE LA PEÑA VALDIVIA M., et al, 2014. les déclics du genre : les indicateurs de genre. Le monde selon les femmes. https://www.mondefemmes.org/produit/les-indicateurs-de-genre/

ELIAS, M., 2013. Conseils pratiques pour conduire une collecte de données sexospécifique. Bioversity international. https://www.bioversityinternational.org/fileadmin/user_upload/online_library/publications/pdfs/Conseils_pratiques_pour_conduire_un_collecte_de_donn%C3%A9es_sexosp%C3%A9cifique_1690.pdf

ESPLEN, E. et al., 2007. Genre et indicateurs boite à outils. BRIDGE. http://www.observaction.info/wp-content/uploads/2015/01/Genre-et-indicateurs-Boite-%C3%A0-outils.pdf ISBN 978-1-85864-636-7.

FABRE, E. et al., 2021. Her city. A guide for cities to sustainable and inclusive urban planning and design together with girls. UN-Habitat and Global Utmaning. https://unhabitat.org/sites/default/files/2021/03/02032021_her_city_publication_low.pdf

MINA S. et al., 2016. Boîte à outils Genre et développement urbain. AFD. https://issuu.com/objectif-developpement/docs/genre_developpement_urbain

QUELQUES SITES WEB

→ Adequations http://www.adequations.org/spip.php?article477

→ Collective Punt6 https://www.punt6.org/en/

→ Centre for Gender and Disaster, UCL https://www.ucl.ac.uk/

→ F3E https://f3e.asso.fr/

→ Gender and development network https://gadnetwork.org/

→ Gender and disaster network http://gdnonline.org/

→ GRRIPP https://www.grripp.net/

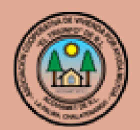
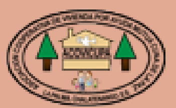
→ Le monde selon les femmes https://www.mondefemmes.org

→ Réseau Mujer y Habitat https://www.redmujer.org.ar/



Causerie de la FSH à Dakar, 2019

Dos : Atelier production de matériaux en typha-terre FSH, UrbaSEN à Dakar.

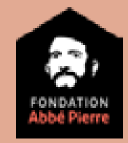












Les rapports de genre structurent la vie quotidienne des habitant·es des quartiers précaires et leurs capacités à réaliser leurs aspirations. A l'heure de construire des démarches d'amélioration de l'habitat, la prise en compte de ces perspectives et vécus sociaux différenciés est essentielle.

C'est dans cette optique que la Fondation Abbé Pierre, CRAterre et leurs partenaires ont initié en 2021 une collecte d'expériences et proposent de porter des regards croisés entre deux démarches d'accès à l'habitat menées au Sénégal et au Salvador. A travers le prisme du genre, les liens entre l'amélioration de l'accès au logement et l'augmentation du pouvoir d'agir des femmes ont été visibilisés, et permettent de poser l'hypothèse que les actions dans le secteur de l'habitat ne sont pas neutres en termes de genre et, moyennant une prise en compte adéquate, elles peuvent participer à réduire les inégalités.

Ce document propose des pistes pour un futur habité plus juste, notamment à travers la redistribution des rôles genrés dans le secteur de la construction et la revalorisation de l'acte de prendre soin de l'habitat et de son environnement.


ISBN 979-10-96446-49-0
9 791096 446490